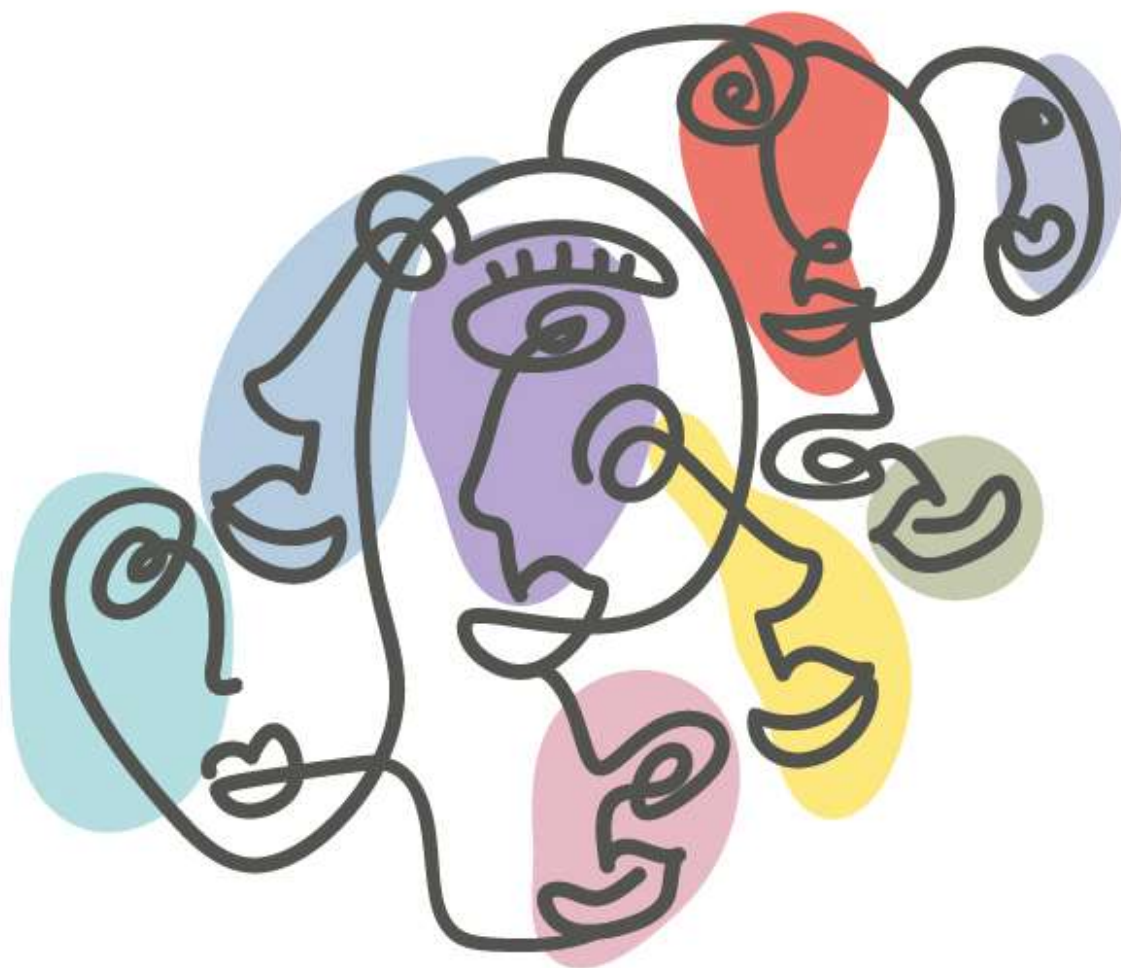




Cours de formation
Migrations, genre et inclusion dans le contexte européen :
Une approche interdisciplinaire

Module 7
Services pour l'inclusion sociale et la participation citoyenne des femmes migrantes et
leurs diversités



Table des Matières

[Introduction](#)

[Chapitre 1. Services d'inclusion sociale attentifs à la diversité des femmes migrantes. Approche des concepts clés](#)

[Chapitre 2. Identification des principaux services d'inclusion sociale, des faiblesses et des propositions d'amélioration](#)

[Chapitre 3. Bonnes pratiques dans la prestation de services pour l'inclusion sociale et la participation citoyenne des femmes migrantes](#)

[Chapitre 4. Approche pratique au niveau national](#)

- [Grèce](#)
- [Espagne](#)
- [France](#)
- [Italie](#)
- [Portugal](#)
- [Slovénie](#)

[Chapitre 5. Dimension Européenne](#)

[Documents Téléchargeables](#)

[Objet Pédagogique/Activité Pratique](#)

[Glossaire](#)

Introduction

Le module 7 est consacré à l'inclusion sociale et à la participation citoyenne des femmes migrantes en lien avec les diversités impliquées par leur condition spécifique de migrantes et de femmes. En termes de processus d'intégration, le module offre un aperçu des services d'inclusion sociale que les femmes migrantes peuvent ou devraient trouver dans la société d'accueil, et de la manière dont ils sont liés aux diversités qui caractérisent les femmes migrantes en tant qu'agents de leur expérience migratoire.

Services d'inclusion sociale attentifs à la diversité des femmes migrantes. Approche des concepts clés

L'inclusion sociale est "un processus qui garantit que les personnes menacées de pauvreté et d'exclusion sociale obtiennent les opportunités et les ressources nécessaires pour participer pleinement à la vie économique, sociale et culturelle et pour jouir d'un niveau de vie et de bien-être considéré comme normal dans la société dans laquelle elles vivent. L'inclusion sociale garantit également que les groupes et les personnes vulnérables participent davantage à la prise de décisions qui affectent leur vie et qu'ils peuvent accéder à leurs droits fondamentaux." (Commission européenne, 2010, p. 1).

Dans le cadre de ce phénomène multidimensionnel impliquant la vie sociale, économique, professionnelle, éducative, politique et culturelle d'une personne, **les personnes issues de l'immigration** - en particulier les femmes, les enfants et les jeunes - courent un **risque plus élevé d'exclusion sociale et de marginalisation**. En outre, les services dépendront des **réglementations et politiques** migratoires. Par conséquent, l'analyse menant à la définition de services d'inclusion sociale pour les femmes migrantes ne peut négliger leur **condition de migrantes et de femmes**, une double dimension



qui les confronte à un certain nombre de variables, à savoir :

- *Le projet migratoire (facteurs d'attraction et de répulsion, attentes, changements, etc.)*
- *Le processus migratoire (itinéraires, arrivée & entrée, seul, regroupement familial, etc.)*
- *Le statut juridique (arrivée et séjour légaux/illégaux, réglementation, documents, etc.)*
- *Le contexte socioculturel (classe sociale, niveau d'éducation, expériences de participation socioculturelle, connaissance des langues, etc.)*
- *Conditions économiques (employé, chômeur, indépendant, personne à charge, classe de revenu, etc.)*
- *Relations interpersonnelles (célibataire/marié, famille, enfants, amis, réseaux, etc.)*
- *Conditions de logement (espace de vie, qualité du logement, nombre de personnes, etc.)*

D'autres aspects spécifiquement liés au fait d'être une femme sont :

- *Le genre (stéréotypes et rôles fondés sur le genre, maternité, éducation des enfants, dépendance économique et juridique, violence de genre, discrimination, notamment à l'égard de certains groupes nationaux ou minorités, etc.)*
- *Les opportunités d'emploi (emplois "féminins", niches professionnelles, salaire, dépendance économique, etc.)*
- *Et les soins de santé (santé des femmes, santé reproductive, grossesse, etc.).*

Certains de ces aspects peuvent concerner à la fois les femmes et les hommes dans divers contextes et situations sociales ; d'autres impliquent des phénomènes de migration et des questions de genre : dans l'ensemble, ils contribuent à la création de **l'identité sociale d'une femme migrante** et à ses **capacités à participer** à la vie sociale de la société dans laquelle elle s'est installée. Mûs par un ensemble aussi complexe de variables, les cas individuels sont généralement différents les uns des autres.

Conformément à leur projet, les migrants attendent de leur **expérience migratoire** qu'elle apporte des changements dans leur vie : comme pour les femmes migrantes, une expérience de mobilité humaine peut constituer un moment d'autonomisation et une **étape transitoire émancipatrice** dans un processus plus large de reconnaissance et de transformation sociale.

Un ensemble de **politiques d'inclusion sociale** se concentre principalement sur l'emploi, l'éducation, le logement et la santé : s'ils sont traités de manière inclusive, ces facteurs introduiront les migrants dans des processus de participation sociale, culturelle et politique leur permettant de s'engager à travers leur **participation citoyenne** à la société d'accueil.

Selon certaines approches, exprimées par les récits des femmes migrantes et d'autres études pertinentes, les processus d'inclusion sociale et de participation citoyenne sont mieux favorisés par **l'implication socioculturelle** des femmes migrantes et du contexte sociétal environnant. D'un autre point de vue, c'est le **travail et l'épanouissement professionnel** qui permettent un degré plus élevé d'inclusion sociale et de participation active.

En conclusion, tous les aspects et approches susmentionnés devraient être pris en compte lors de la définition des **services visant l'inclusion sociale et la participation citoyenne des femmes migrantes**.

Ressources en ligne

European Commission, 2010, *The European Social Fund and Social Inclusion* (Summary fiche), European Union, Belgium

(https://ec.europa.eu/employment_social/esf/docs/sf_social_inclusion_en.pdf).

Ce rapport aborde l'inclusion sociale comme une priorité essentielle pour l'Europe dans l'ensemble des États membres de l'UE ; les contenus consacrés aux besoins spécifiques des groupes vulnérables, aux voies d'intégration et aux structures traitant de l'inclusion sociale sont particulièrement pertinents.

European Commission, 2020, *Watch now: Promoting the social integration of migrant women*, 26 November 2020, European Website on Integration.

(https://ec.europa.eu/migrant-integration/news/watch-now-promoting-social-integration-migrant-women_en)

Le premier webinaire de l'édition de cette année de la plateforme migratoire Canada-UE sur l'intégration des femmes



Co-funded by the
Erasmus+ Programme
of the European Union

The European Commission support for the production of this publication does not constitute an endorsement of the contents which reflects the views only of the authors, and the Commission cannot be held responsible for any use which may be made of the information contained therein.



Project Number: 2020-1-ES01-KA203-082364

migrantes a porté sur l'intégration sociale.



Co-funded by the
Erasmus+ Programme
of the European Union

The European Commission support for the production of this publication does not constitute an endorsement of the contents which reflects the views only of the authors, and the Commission cannot be held responsible for any use which may be made of the information contained therein.

Identification des principaux services d'inclusion sociale, des faiblesses et des propositions d'amélioration

Les **services d'inclusion sociale** sont, dans la plupart des cas, **conçus de manière indifférenciée pour les migrant·es, hommes et femmes**, et visent principalement l'emploi, l'éducation, le logement et la santé. Les **services destinés aux femmes migrantes** concernent les besoins spécifiques en matière de soins de santé et les formes d'exploitation et de violence fondées sur le sexe.

La **vie associative** - à travers les ONG, les associations communautaires, les organisations caritatives et autres entités à but non lucratif - s'avère être un **facteur vital de représentativité, d'activisme et d'inclusion** pour les populations migrantes. Jouant le rôle de médiateur entre les individus (c'est-à-dire les femmes migrantes) et l'État (c'est-à-dire les organismes publics), ce secteur offre une **vaste gamme de services** allant des services basés sur la connaissance et le partage de l'information (consultation, conseil juridique, médiation, formation, etc.), aux prestations sociales et aux services humains (protection des droits de l'homme, campagnes de sensibilisation, etc.), en passant par la promotion socioculturelle (événements culturels, activités artistiques, marchés, conférences publiques, etc.), jusqu'à la promotion socioculturelle (événements culturels, activités artistiques, marchés, conférences publiques, etc.). Ces actions sont importantes pour **surmonter la séparation** et favoriser l'interaction sociale entre les migrant·es et les « autochtones », ce qui est un facteur crucial pour réduire la marginalisation économique et sociale des femmes migrantes, dans le but ultime de construire des sociétés plus cohésives et inclusives.

Dans ce contexte, les **associations de femmes migrantes** occupent une place particulière : établies en tant qu'entités bénévoles, culturelles, interculturelles, communautaires ou définies différemment, ces associations sont basées sur l'adhésion de migrants, de femmes migrantes ou de membres "mixtes" (migrant·es et « autochtones »). Les associations de femmes migrantes ont pour vocation de **représenter les intérêts des femmes migrantes** et des communautés migrantes, d'où l'importance de l'échange d'informations, de connaissances et d'expériences. En outre, leur mission est d'œuvrer à la création des conditions d'un dialogue civil constructif et d'une interaction positive avec le contexte social environnant, ce qui est réalisé par la mise en réseau et la coopération à plusieurs niveaux.

Les services visant à faciliter **l'inclusion sociale des femmes migrantes** sont fournis par :

- Les **bureaux d'immigration** locaux offrent parfois des services spécifiques pour les femmes migrantes
- Les **agences d'emploi** publiques peuvent proposer des services spécifiquement destinés aux femmes migrantes.
- Les **agences de formation**, ainsi que les **écoles** et autres **établissements d'enseignement**
- Les **organisations religieuses et caritatives** : tout en promouvant leurs intérêts et leurs valeurs, ces organisations peuvent également prendre en charge certains services qui ne sont pas suffisamment pris en charge par l'administration publique.
- Les **ONG** et autres organisations à but non lucratif remplacent l'État dans divers services et constituent un facteur clé de promotion sociale et d'inclusion.
- Les **associations de femmes migrantes (ou mixtes)** sont importantes pour une série de services insuffisamment pris en charge par les organismes publics et pour la participation citoyenne des femmes migrantes.

Les femmes migrantes **risquent une double discrimination et marginalisation** parce qu'elles sont migrantes et femmes. Pourtant, leurs "problèmes" ne sont pas des "problèmes de femmes", mais des **problèmes de société**, ce qui signifie que l'inclusion n'est pas la responsabilité des femmes migrantes, mais un **processus à plusieurs niveaux** qui implique divers acteurs sociaux. Par conséquent, **l'amélioration des systèmes de services sociaux existants** pour les migrants/les femmes migrantes est une priorité : les services doivent être **améliorés** en termes de normes sociales, de ressources et de compétences, ce qui implique une certaine volonté politique.

Voici quelques-unes des principales questions qui doivent être abordées en termes d'amélioration des services sociaux :

- **La formation du personnel sur les conditions et les besoins des femmes migrantes** qui devrait impliquer **une compétence culturelle et une approche de genre** dans la prestation de services.
- Il faut davantage de **données et de recherches** : un suivi régulier et permanent de **l'évaluation des besoins**, et

contrôle des processus d'inclusion et de participation.

- Accorder une attention particulière aux **femmes migrantes en situation particulièrement vulnérable** (par exemple, les mères célibataires) et à leurs besoins.
- Garantir aux femmes migrantes **l'accès aux services sociaux** en fournissant des **informations** et en **traduisant** les documents pertinents
- Aider les femmes migrantes à faire **reconnaître les qualifications éducatives et professionnelles** obtenues dans leur pays d'origine et les compétences informelles
- Réduire les lacunes en matière d'éducation en favorisant les **possibilités d'éducation** pour les femmes migrantes et en fournissant des outils pour leur **perfectionnement professionnel**.
- Promouvoir l'inclusion et la participation sociales par **l'intégration professionnelle** en organisant des **formations éducatives et professionnelles**.
- Promouvoir **l'interaction avec les communautés locales**, souvent faibles ou même absentes, en créant des espaces et des moments de **participation communautaire**.
- Soutenir les **associations de femmes migrantes**, dont l'objectif est la défense et l'autonomisation sociale des femmes migrantes, en créant des réseaux professionnels et sociaux et en développant un sentiment de communauté.
- Renforcer les **mesures anti-discrimination**, notamment celles qui frappent les femmes migrantes et entravent leur inclusion sociale et leur participation citoyenne, en favorisant la sensibilisation à un **niveau sociétal plus large**.

Ressources en ligne

Kontodiakou P., Styliou L., Theodosiou A., Sotiropoulou C., Kameas A. (2018), *The Social Integration of Migrant and Refugee Women: A Guide for Policy Makers*, WEMIN

(<http://www.wemin-project.eu/wp-content/uploads/2018/11/The-social-integration-of-Migrant-and-Refugee-Women-a-Guide-for-Policy-Makers.pdf>)

Ce guide est destiné aux décideurs politiques travaillant dans le domaine de l'intégration sociale des femmes migrantes et réfugiées. Sur la base des résultats du projet WEMIN et de l'expérience accumulée, le guide comprend un certain nombre de recommandations à l'intention des décideurs politiques européens et nationaux.

Eurodiaconia & Authors: Gabriela Agatiello, Lukas Humer, 2018, *Eurodiaconia's Guidelines for the Integration of Migrant Women*, Bruxelles.

(https://www.eurodiaconia.org/wordpress/wp-content/uploads/2018/12/Eurodiaconia_Guidelines_Integration_Migrant_Women_WEB.pdf)

Consacrée à l'intégration des femmes migrantes en Europe, cette publication part des caractéristiques des femmes migrantes, présente les principaux défis et les recommandations pratiques pour une intégration plus efficace, et se termine par quelques exemples de bonnes pratiques.

INTERREG V-A ITALY-SLOVENIA: INTEGRA PROJECT, *Cross-border network for migrant women. Social inclusion, sexual and reproductive health*.

(<https://www.interregyouth.com/single-post/2020/05/20/cross-border-network-for-migrant-women-social-inclusion-sexual-and-reproductive-health>)

Ce site web est consacré au projet INTEGRA, qui vise à protéger la santé sexuelle et reproductive des femmes migrantes nées et élevées dans des cultures à forte empreinte patriarcale.



Bonnes pratiques en matière de prestation de services pour l'inclusion sociale et la participation citoyenne des femmes migrantes

Les efforts pour l'intégration des migrants, avec une référence particulière à ***l'inclusion sociale et à la participation citoyenne des femmes migrantes***, peuvent être observés à travers le prisme des bonnes pratiques, mises en œuvre à différents niveaux territoriaux (national/international, régional/interrégional, local). En outre, les processus d'inclusion sociale et de participation citoyenne des femmes migrantes impliquent un engagement conjoint des différentes entités actives sur le terrain, à savoir les organismes publics, les autorités locales, les organisations de la société civile, les ONG, les organisations de la diaspora, les associations culturelles, etc. afin d'obtenir de bons résultats et de bonnes pratiques.

Voici quelques-unes des ***pratiques d'inclusion sociale*** les plus répandues :

- Les ***programmes d'éducation et d'intégration professionnelle pour les adultes***, et en particulier pour les femmes migrantes, visent à renforcer leurs compétences professionnelles et sociales en facilitant leur inclusion par le biais d'activités éducatives et de stages rémunérés, souvent organisés et mis en œuvre dans le cadre de ***programmes de formation professionnelle spécifiques***.
- ***Cours de langues pour adultes***, également organisés exclusivement pour les ***groupes de femmes migrantes***: l'objectif principal de la formation linguistique est de permettre aux femmes migrantes d'acquérir une certaine aisance dans la communication orale, afin de faciliter leur accès au marché du travail ; une partie des programmes d'enseignement est donc basée sur des situations de la vie quotidienne ; dans le cadre des programmes de formation linguistique, il est possible d'organiser des examens universitaires de niveau avancé afin de certifier la maîtrise de la langue nationale de la société d'accueil.
- La ***médiation culturelle et linguistique*** est un outil d'intégration assez répandu dans divers pays européens : le service est largement utilisé dans les ***systèmes éducatifs*** avec les enfants/élèves migrants et leurs familles (communication école-famille) ; il peut également être fourni dans le cadre d'***activités de formation*** pour les adultes, notamment les femmes migrantes ; plus spécifiquement, les services de médiation peuvent être trouvés dans les bureaux de l'emploi, et surtout dans le domaine de l'***assistance sanitaire*** (hôpitaux) avec une attention particulière à la ***santé des femmes***.
- Des ***guichets d'information*** (bureaux, plateformes en ligne, lignes téléphoniques, etc.) créés par des ONG, des associations de migrants et de femmes migrantes à différents niveaux territoriaux, du local à l'international : couvrant divers domaines (famille, éducation, emploi, santé, logement, socialisation, bureaucratie, etc.), ces organisations s'occupent d'un certain nombre de services d'intégration qui s'avèrent insuffisamment ou inadéquatement pris en charge par l'administration publique : il s'agit notamment d'informations et de conseils de base, de médiation, d'assistance juridique, de programmes d'éducation et de formation, de cours de langue, d'orientation vers l'emploi, de soutien psychologique et d'autres services visant à rapprocher les parties concernées (migrants et autochtones) et à faciliter l'inclusion sociale des migrants, c'est-à-dire des femmes migrantes et de leurs besoins spécifiques.
- ***Participation active des femmes migrantes à la vie socioculturelle et sociopolitique*** : il s'agit d'inclure les femmes migrantes dans des initiatives allant au-delà des "simples" besoins existentiels et de les introduire dans la vie socioculturelle et sociopolitique du contexte dans lequel elles se sont installées ; ces actions sont principalement promues par des ONG et des associations de migrant-es et « autochtones », et impliquent une longue série d'activités, telles que des ateliers artistiques, des campagnes de sensibilisation, des activités interculturelles, le maintien de l'identité culturelle et linguistique, des conférences publiques, des activités de recherche et de documentation, etc, toutes visant à soutenir et à développer davantage les compétences sociales des femmes migrantes, utiles à leur inclusion sociale effective et à leur participation citoyenne.
- ***Réseaux de soutien social*** : le travail en réseau a donné de bons résultats à différents niveaux territoriaux et opérationnels : les réseaux d'amitié et de famille sont considérés comme fondamentaux pour l'inclusion des migrants/femmes migrantes dans les sociétés d'accueil, surtout au début de l'expérience migratoire ; ensuite, les réseaux de soutien social, souvent constitués d'associations, d'ONG, d'entités religieuses, etc. constituent une ressource vitale pour une inclusion effective en offrant aux femmes migrantes une plus grande possibilité de représentation sociale, culturelle et politique et de participation citoyenne.

Ressources en ligne

DIMITRA, DOCUMENTA, EDITC & KIST, 2018, *Good practices on social integration and civic participation of migrant women at European level*, Deliverable 1.1: *InCommon Toolbox. Cultural and Educational Interventions for the Exercise of the Active Citizenship of Migrant Women*, July 2018, InCommon Project, UE.

Le site de la Commission Européenne, « European Website on Integration », 31 Juillet 2018

(https://ec.europa.eu/migrant-integration/library-document/good-practices-social-integration-and-civic-participation-migrant-women-european_en), avec le lien pour télécharger le *Report of good practices*.

Cette publication traite de l'intégration sociale, de la participation civique et de la citoyenneté active des femmes migrantes, et présente 40 exemples de bonnes pratiques mises en œuvre dans divers pays européens.

Heinrich G. (Rapporteur), 2018, *Migration from a gender perspective: empowering women as key actors for integration*, Report | Doc. 14606 | 30 August 2018, Committee on Equality and Non-Discrimination, Parliamentary Assembly, Council of Europe.

(<https://assembly.coe.int/nw/xml/XRef/Xref-XML2HTML-en.asp?fileid=25015&lang=en>)

Investir dans l'intégration des femmes migrantes et réfugiées, c'est créer une base solide pour l'inclusion des générations futures et pour le développement de sociétés pacifiques, inclusives et cohésives, fondées sur des valeurs communes et le respect de la diversité. La conception, la mise en œuvre, l'évaluation et le suivi de toutes les politiques d'intégration des migrants et des réfugiés doivent donc tenir compte de la dimension de genre.

WEMIN – Migrant Women Empowerment and Integration, International European Project, 2019-2020

(<http://www.wemin-project.eu/>)

WEMIN était un projet de deux ans visant à mettre en œuvre et à promouvoir un modèle d'intégration pionnier pour les femmes migrantes et réfugiées de tous âges dans les communautés concernées. Le projet a abordé les aspects sociaux, culturels, éducatifs et professionnels de l'inclusion dans huit pays de l'Union européenne. Le projet a mis en œuvre des interventions directes auprès des populations de femmes grâce au partage d'expériences entre les partenaires.

Kontodiakou P. (2018), *D1.4: Detailed Description of 10 Good Practices*, WEMIN.

(<http://www.wemin-project.eu/wp-content/uploads/2018/10/D1.4-Detailed-Descriptions-of-10-Good-Practices.pdf>)

L'objectif de cette publication est de fournir une description détaillée des bonnes pratiques sélectionnées dans le cadre du projet WEMIN consacré à l'autonomisation et à l'intégration sociale des femmes migrantes.

Documents téléchargeables

Kofman E., 1999, *Female 'Birds of Passage' a Decade Later: Gender and Immigration in the European Union*, IMR 33(2): 269-299.

(http://www.mcrg.ac.in/RLS_Migration/Reading_List/Module_B/41.pdf)

Cet article évalue de manière critique les récits dominants de la migration de travail, des formes de migration familiale et du regroupement familial par rapport aux expériences migratoires des femmes en Europe.

Kofman E., Phizacklea A., Raghuram P., Sales R., 2001, *Gender and International Migration in Europe: Employment, Welfare and Politics*, Routledge, London and New York.

(<https://it.it1lib.org/book/993140/b45cbb>,

<https://www.pdfdrive.com/gender-and-international-migration-in-europe-employment-welfare-and-politics-gender-racism-ethnicity-e186080952.html>)

Ce volume est un ouvrage unique qui introduit une dimension de genre dans les théories des migrations contemporaines. Les auteurs analysent les opportunités d'activité politique créées par les femmes migrantes et la mesure dans laquelle elles sont capables de participer à l'élaboration des politiques générales et de les influencer. Cet ouvrage est donc une lecture essentielle pour quiconque s'intéresse à la politique d'immigration européenne contemporaine.

Anthias F., Kontos M., Morokvasic-Müller M. (eds.), 2013, *Paradoxes of Integration: Female Migrants in Europe*, Springer, Dordrecht.

(<https://it.it1lib.org/book/2203336/a805f7>)

Cet ouvrage analyse la vie des femmes migrantes dans l'UE en mettant l'accent sur leur intégration professionnelle. Il met en lumière les questions politiques pertinentes et reformule l'intégration en termes de plus grande égalisation et démocratisation (accès, participation et appartenance), en soulignant ses dimensions transnationales et intersectionnelles.

Barslund M., Di Bartolomeo A., Ludolph L., 2017, *Gender Inequality and Integration of Non-EU Migrants in the EU*, CEPS Policy Insights N° 2017/06.

(<https://www.ceps.eu/download/publication/?id=9866&pdf=No%202017-06%20MB%20et%20al%20Gender%20Inequality%20and%20Integration%20of%20Non-EU%20Migrants%20in%20the%20EU.pdf>)

Cette étude de *Policy Insights* examine les écarts entre les sexes en matière de taux de participation et d'emploi parmi les ressortissants de pays tiers, les différences entre les sexes en matière d'intégration sociétale et le rôle de la citoyenneté participative, en accordant une attention particulière à l'intégration des femmes migrantes.

UNFPA-IOM, 2006, *Female Migrants: Bridging the Gaps Throughout the Life Cycle*, Selected Papers of the UNFPA-IOM Expert Group Meeting, New York, 2-3 May 2006.

(<https://publications.iom.int/books/female-migrants-bridging-gaps-throughout-life-cycle>)

La publication rassemble des articles témoignant des conditions de vie et des expériences des femmes migrantes dans une perspective de cycle de vie (en mettant l'accent sur les lacunes et les défis) dans les pays d'origine, d'accueil et de transit du monde entier.

Marinucci R., 2007, *Feminization of migration?*, REMHU – Revista Interdisciplinar da Mobilidade Humana, vol. 15, N. 29: 5-22.

(<https://www.redalyc.org/pdf/4070/407042006002.pdf>)

L'article analyse la féminisation de la migration dans le contexte des migrations internationales et contemporaines : en conséquence, la féminisation peut être comprise comme un nombre croissant de femmes migrantes, comme un changement dans le profil des femmes migrantes, et/ou comme un changement dans les critères analytiques en incluant une approche spécifique de genre.

Marchetti S., Salih R., 2015, *Gender and Mobility across Southern and Eastern European Borders: "Double Standards" and the Ambiguities of European Neighbourhood Policy*, IAI Working Papers 15 | 19 - MAY 2015, Istituto Affari Internazionali (IAI), Rome: 1-25.



(<https://www.osce.org/files/f/documents/c/9/165441.pdf>)

Cet article propose une critique genrée de la Politique Européenne de Voisinage (PEV) qui, entre autres, devrait faciliter la mobilité des migrants vers l'UE depuis les pays limitrophes : en conséquence, l'article met en évidence les ambivalences des régimes européens de genre et de migration.

Radowicz J., 2021, *Searching for the Best Way of Integration. Migrant Women in Europe*, Studia Europejskie – Studies in European Affairs, 3/2021: 39-57.

(<https://www.ce.uw.edu.pl/pliki/pw/3-2021-Radowicz.pdf>)

Se concentrer sur le phénomène de la migration basée sur le genre est devenu un élément de recherche important. En conséquence, les données sur la migration devraient être sensibles au genre, et les politiques nationales des pays européens devraient tenir compte de la manière dont le genre façonne les différents besoins des migrants (femmes et hommes) tout en développant des politiques d'intégration pertinentes.



Approche Pratique au niveau national

Grèce

La participation citoyenne est extrêmement importante pour créer le "sentiment d'appartenance" des immigrantes et des réfugiées dans une société, ainsi que pour créer les conditions d'une connaissance, d'un partenariat et d'une acceptation mutuels. La participation aux Conseils d'Intégration pour Immigrants et Réfugiés, un organe consultatif des municipalités grecques, favorise la participation des citoyens et, grâce à des actions pertinentes, prépare le terrain pour l'acquisition du statut de citoyen grec qui offre la possibilité de participer à la vie politique au niveau local, national et européen (droit de vote et d'être élu). Les centres communautaires des municipalités et les Centres d'Intégration des Migrants (C.I.M.) répondent aux besoins individuels des ressortissants de pays tiers en offrant des services "à guichet unique" en collaboration avec la direction des services sociaux de chaque administration locale. Les C.I.M. ainsi que les centres communautaires de chaque municipalité mettent les ressortissants des pays tiers en contact avec tous les programmes de services sociaux offerts dans la région de chaque municipalité. Plus précisément, les C.I.M. et les centres communautaires offrent des informations et des conseils sur des programmes tels que les suivants : a) Information et soutien pour demander le revenu de solidarité sociale et le Fonds européen d'aide aux plus démunis (FEAD), b) Information et soutien pour demander des services sociaux, des séminaires éducatifs, ainsi que d'autres cours de formation professionnelle et séminaires éducatifs.

La stratégie nationale d'intégration de 2019 comprend des actions telles que (6.1.2) l'activation des conseils d'immigration et d'intégration des réfugiés des municipalités ainsi que le renforcement de leur rôle et l'élargissement de leurs responsabilités, par le biais d'une réglementation législative et (6.2) l'encouragement de la participation des immigrants, des demandeurs et des bénéficiaires d'une protection internationale à la vie publique par le biais du sport et du volontariat. But 4 : promouvoir le mode de vie européen comprend : Objectif 1 : Familiarisation avec les institutions démocratiques et le concept de l'État de droit. Objectif 2 : Sensibiliser au principe de non-discrimination, au respect de la diversité et aux sociétés cohésives (Actions de promotion de la connaissance et du respect des droits de l'homme au sein de la communauté sur la base du droit national, des droits humains et des principes de dignité humaine, d'égalité et de coexistence pacifique et sensibilisation aux questions de laïcité et de respect de toutes les religions ainsi que de l'espace public, par l'organisation d'ateliers et de séminaires). Objectif 3 : Promouvoir le développement de compétences liées à la vie quotidienne. La stratégie nationale d'intégration 2021 souligne la nécessité de l'intégration sociale des bénéficiaires de la protection internationale. But 3: le développement de communautés cohérentes inclut : Objectif 1 : Promouvoir l'inclusion sociale et la participation des femmes et des jeunes dans la communauté (Initiatives pour renforcer le lien entre les femmes à travers des associations locales. Former des associations au sein de la communauté avec des réunions sur une base mensuelle et se concentrant sur divers sujets. Les réunions viseront à renforcer les liens entre les femmes des familles monoparentales et à favoriser leur intégration sociale, ainsi que des actions visant à inclure les nouveaux arrivants réfugiés et migrants dans les associations et les groupes de jeunes). Objectif 2 : sensibiliser le public aux questions liées à l'État de droit, aux droits de l'homme, à la cohésion sociale et à l'inclusion. Objectif 3 : Promouvoir le mode de vie européen. Objectif 4 : développer les possibilités d'emploi pour les réfugiés au niveau local. Objectif 5 : assurer une répartition géographique harmonisée des bénéficiaires de la protection internationale.

Références

Department of Public Health Policy/University of West Attica, University of Gent, PRAKSIS, European Public Law Organization, SynEirmos (2018). Report on Good Practices (Deliverable 1.1 LION-Project). Synthesis Report. Report part of project Local Alliance for Integration "776213/LION" (AMIF-2016-AG-INTE). Athens: Department of Public Health Policy/University of West Attica, University of Gent, PRAKSIS, European Public Law Organization, SynEirmos. <http://allianceforintegration.eu/wp-content/uploads/2019/07/D1.1-Report-on-best-practices.pdf>

Ce rapport présente les politiques et bonnes pratiques au niveau de l'UE et des États membres de l'UE, avec une attention particulière au cas de la Grèce, en ce qui concerne l'intégration sociale des NTC par le biais de l'emploi, de l'éducation, des soins de santé, de l'aide sociale et de la coexistence interculturelle.

Fouskas, T., Martiniello, M., Koulirakis, G., Economou, C., de Maio, A. and Mine, F. (2020). Annual Report 2019 on Migration and Asylum in Greece: National Report: Part 2 and Statistics Annex. Athens: European Public Law Organization (EPLO)/Hellenic Ministry for Migration and Asylum/European Commission/European Migration Network.



https://ec.europa.eu/home-affairs/document/download/69914d51-b606-447b-95f3-2e4af9f982a2_en

Le rapport politique annuel de 2019 vise à informer les États membres et la Commission européenne de tous les développements qui ont eu lieu au cours de l'année 2019, dans les domaines de la migration et de l'asile en Grèce.

Fouskas, T. (2013). "Representing the Unrepresented? Operation and Representativeness of Migrant Integration Councils in Greece", *Social Cohesion and Development*, 8(2):127-150.

http://www.epeksa.gr/assets/variousFiles/file_3.Fouskas.pdf

Cet article examine la participation et la représentation des immigrants dans la vie publique locale en Grèce.

Ministry of Migration and Asylum (2021). Greek Policy for Social Integration. Athens: Ministry of Migration and Asylum.

<https://migration.gov.gr/en/migration-policy/integration/politiki-entaxis-se-ethniko-epipedo/>

Ce lien offre des informations sur les actions phares et les mesures politiques de la stratégie nationale.

Espagne

Comme expliqué dans le chapitre précédent, d'une part, ce sont les Communautés Autonomes ainsi que l'État et les administrations locales qui ont la compétence légale pour créer et mettre en œuvre des politiques publiques. Cela se fait dans le cadre des services sociaux dans lesquels se trouvent les services qui dépendent des réglementations et des politiques d'immigration. Ainsi, plus spécifiquement, les services d'inclusion sociale des femmes migrantes ne peuvent ignorer leur statut de migrantes et de femmes, une double dimension qui doit prendre en compte une série de variables : éducation, famille, logement, emploi, santé, etc. De cette façon, ils contribuent à la création de l'identité sociale de la femme migrante et à ses capacités de participer à la vie sociale de la société dans laquelle elle s'est installée. En outre, les associations sans but lucratif et leurs actions représentent un autre pilier essentiel pour surmonter la séparation et promouvoir les interactions sociales entre les migrant-es et les « autochtones ». Ces dernières sont un facteur crucial pour réduire la marginalisation économique et sociale, dans le but ultime de construire des sociétés plus cohésives et inclusives.

Selon ce qui précède, les processus d'inclusion sociale et de participation citoyenne des femmes migrantes impliquent l'engagement conjoint de diverses entités actives sur le terrain, tant publiques que privées, afin d'obtenir des résultats réels, positifs, efficaces et significatifs. En voici quelques exemples :

⇒ Programmes d'éducation et d'intégration professionnelle pour les femmes migrantes.

- **Programme SARA - Femmes migrantes.** Cette ressource s'inscrit dans le cadre des programmes d'insertion socioprofessionnelle du ministère de l'Égalité. Son principal objectif est d'améliorer la qualité de vie des femmes immigrées, grâce à une meilleure formation orientée vers la participation sociale et, en particulier, l'emploi. Le programme s'adresse aux femmes immigrées, victimes de barrières sociales et culturelles, qui entravent l'intégration socioprofessionnelle du groupe. Il consiste à concevoir des itinéraires d'insertion basés sur une perspective de genre et interculturelle, adaptés aux besoins et aux caractéristiques de chaque femme, avec l'élaboration de contenus spécifiques qui tiennent compte de la diversité. Le projet est développé via des accords avec les entités à but non lucratif suivantes : CEPAIM et Cruz Roja Española. Pour plus d'informations :

<https://www.inmujeres.gob.es/areasTematicas/AreaProgInsercionSociolaboral/SaraMujMigrantes.htm>

⇒ Cours de langue pour femmes migrantes.

- **Cours d'espagnol gratuits pour les femmes immigrées de l'association "Por Ti Mujer".** La section immigration et intégration de cette association s'engage à promouvoir l'intégration socioculturelle des femmes immigrées dans la société d'accueil. Elle la considère comme une composante essentielle pour garantir l'équité, l'inclusion, la tolérance et la diversité dans les villes et les quartiers que nous habitons. **Free Spanish course for immigrant women of the association "Por Ti Mujer".** Pour plus d'informations :

<https://asociacionportimujer.org/event/curso-de-espanol-para-mujeres-inmigrantes/>

⇒ Participation des femmes migrantes à la vie socioculturelle et sociopolitique.

- **Campagne de sensibilisation #mujeresin.** Cette campagne est menée par l'association ACCEM. Elle a pour but d'œuvrer à une intégration basée sur l'égalité, la non-discrimination, en évitant les étiquettes ou les préjugés. Pour plus d'informations : <https://personasin.accem.es/mujeresin/contexto/>

Pour terminer ce chapitre, nous présentons l'une des interviews de la Carte des Etudes de Cas, intitulée **"Aide et soutien comme mécanismes d'intégration. L'histoire d'une femme marocaine en Espagne"**, accessible sur https://viw.pixel-online.org/case_view.php?id=NTc=. Dans ce cas, la protagoniste raconte comment l'une des difficultés de son processus d'intégration est la barrière de la langue.

Références

Migrant Women for a diverse Andalusia. Intercultural and Social Inclusion Practices. Women Migrants in the El Cerezo neighbourhood. <https://participamostransformamos.org/nosotras-contamos-nosotras-aportamos-guia-mujeres-migrantes-por-una-andalucia-diversa/>

Ce guide présente, analyse et réfléchit à quatre cas de pratiques interculturelles et d'inclusion sociale réalisées par des femmes immigrées d'origines diverses, dans des sphères d'interaction avec la population autochtone du quartier d'El Cerezo à Séville.

Immigration law, public policies and gender. Teaching materials
https://www.juntadeandalucia.es/export/drupaljda/Derecho_extranjeria_politicas_publicas_genero.pdf

Le Ministre de la Justice et de l'Intérieur, par l'intermédiaire de la direction générale de la coordination des politiques migratoires, met en œuvre le projet FORINTER2 : Formation en interculturelité et migration. Ce projet comprend un programme de formation en matière d'interculturelité destiné au personnel de l'administration publique andalouse. Son objectif est le développement d'un processus technique et politique, qui implique de nouvelles approches de politiques publiques, des modes d'organisation et des façons de travailler institutionnelles. Il est basé sur l'incorporation transversale de la perspective interculturelle, dans le but de construire une plus grande cohésion sociale dans la société andalouse. Outre la réalisation des cours de formation, une série de matériels didactiques sur l'interculturelité a été élaborée avec un contenu spécifique sur la gestion de la migration et de la diversité, et notamment l'approche de genre.

Discrimination and psychosocial well-being of migrants in Spain: The moderating role of sense of community (2020).
<https://www.frontiersin.org/articles/10.3389/fpsyg.2020.02235/full>

Cette étude analyse comment un sentiment de communauté (SOC) peut protéger contre les perceptions de la discrimination et ses conséquences négatives.

France

En France, les "femmes immigrées" ont été présentées comme une catégorie prioritaire pour l'intervention publique, car elles "constituent un public économiquement et socialement souvent plus fragile que la moyenne de la population". Les autorités françaises ont donc mis en place plusieurs mesures d'intégration civique, telles que l'accès gratuit à des cours de langue, des services d'emploi et l'intégration de mesures anti-discriminatoires. Conformément à plusieurs rapports ministériels, ces mesures visent à garantir que les femmes immigrées prennent toute leur place dans la société française grâce à l'égalité des chances dans tous les secteurs sociaux, culturels et économiques. Cependant, des recherches récentes ont souligné diverses limites et problèmes dans l'application de ces mesures.



Co-funded by the
Erasmus+ Programme
of the European Union

The European Commission support for the production of this publication does not constitute an endorsement of the contents which reflects the views only of the authors, and the Commission cannot be held responsible for any use which may be made of the information contained therein.

=) Stigmatiser les " femmes immigrées " en tant que conjointes de travailleurs immigrés, confinées dans la sphère domestique ou isolées au sein de leur " communauté " .

Par exemple, la Loi du 26 novembre 2003 a introduit la connaissance de la langue française comme condition d'intégration pour l'obtention d'un titre de séjour, dans le but de lutter contre " certains groupes vulnérables tels que les conjoints d'étrangers qui sont parfois tenus à l'écart de la société d'accueil en raison de pratiques sociales communautaristes ".

Une telle représentation néglige les expériences des femmes célibataires, divorcées, responsables de famille dans leur pays de départ, migrant en dehors d'un cadre familial ou sans enfant.

- *Nous recommandons de tenir compte de la grande hétérogénéité des femmes immigrées et de rompre avec l'image de victime/soumission afin de promouvoir l'agentivité des femmes.*

=) " Culturaliser " et " moraliser " la citoyenneté à travers un cadre normatif postcolonial.

Par exemple, les cours d'intégration civique prévus par le Contrat d'Intégration Républicaine (CIR) ont donné la priorité à la transmission des "valeurs républicaines", et notamment à la laïcité et à l'égalité des sexes. Les femmes immigrées sont soumises à un système de contrôle au cours du processus d'intégration et des différents programmes qu'elles suivent (cours de langue, services pour l'emploi, programmes d'aide sociale, etc.) : leur habillement et leur alimentation, leurs pratiques sexuelles et parentales, indiquent leur adhésion plus ou moins forte aux normes morales et culturelles de la "société républicaine française". Les femmes qui refusent de se conformer à ces "valeurs républicaines" sont considérées comme ne méritant pas la citoyenneté française.

Cette conception culturelle et morale de la citoyenneté contredit le "tournant civique" des politiques d'immigration qui cherchaient à promouvoir l'accès à la citoyenneté comme un droit légal.

- *Il est urgent d'évaluer de manière critique les politiques postcoloniales qui continuent à façonner les politiques d'immigration françaises, selon une vision binaire qui sépare le monde entre sociétés progressistes/émancipées et sociétés traditionalistes/patriarcales.*

=) La promotion de "l'intégration participative des femmes" et la réduction au silence de la dissidence politique

Par exemple, les associations de femmes immigrées ont été promues en tant que moyens d'"intégration participative". Il est reconnu qu'elles s'appuient sur l'autonomie personnelle des femmes, qu'elles encouragent l'autonomisation des femmes et qu'elles génèrent des talents individuels pour le marché du travail. Cependant, les recherches menées au sein des associations de femmes immigrées révèlent que la légitimité des femmes immigrées se limite à des rôles de sexe /de race normatifs qui les identifient à une "communauté" spécifique. Lorsqu'il s'agit d'aborder des questions politiques plus générales, en relation avec la lutte contre le racisme ou le sexisme, les associations de femmes immigrées sont mobilisées comme des "bénéficiaires" de discours et de politiques publiques, plutôt que comme des ressources.

Cela montre comment les femmes immigrées ont tendance à être valorisées en tant que "bonnes citoyennes" lorsqu'il s'agit de promouvoir les "normes de genre" ou la "diversité culturelle", conformément aux politiques identitaires néolibérales.

- *Il est important de rendre visible le mécontentement politique et la marginalisation sociale qui animent de nombreuses associations de femmes immigrées, en relation avec l'intersectionnalité de la violence et des injustices sociales de sexe/classe/race.*

Références

« Femmes de l'immigration, Assurer le plein exercice de la citoyenneté, à part entière, à parts égale » [“Immigrant Women. Ensuring the full exercise of full, equal citizenship”]



Co-funded by the
Erasmus+ Programme
of the European Union

The European Commission support for the production of this publication does not constitute an endorsement of the contents which reflects the views only of the authors, and the Commission cannot be held responsible for any use which may be made of the information contained therein.

<https://www.vie-publique.fr/rapport/27762-femmes-de-limmigration-assurer-le-plein-exercice-de-la-citoyennete>
Report published in 2005 by the Ministry responsible for Equality between Women and Men, Diversity and Equal Opportunities

“L’égalité pour les femmes migrantes”

<https://www.vie-publique.fr/rapport/33870-egalite-pour-les-femmes-migrantes>
Rapport publié en 2013 par le Ministère des Droits des Femmes

Office Français de l’Intégration et de l’Immigration (OFII) sur le Contrat d’Intégration Républicain
<https://www.ofii.fr/en/the-republican-integration-contract-an-aid-to-the-integration-of-migrants/>

Articles scientifiques:

Gourdeau, Camille. 2018. “The CAI is good for others”, The injunction to integrate from the point of view of signatories of the hosting and integration contract (CAI).” *Politiques de Communication* 11(2): 73-101

Guénif-Souilamas, Nacira. 2006. “The other French exception. Virtuous racism and the war of the sexes in postcolonial France.” *French Politics, Culture & Society*, 24(3), 23-41.

Haapärvi, Linda. 2020. “The meaning of participation. The “civic turn” through the prism of participatory integration policies targeted at migrant women.” *Revue Européenne des Migrations Internationales*, 34-36(4): 99-117

Killian Caitlin & Cathryn Johnson. 2006. ““I’m Not an Immigrant!”: Resistance, Redefinition, and the Role of Resources in Identity Work”. *Social Psychology Quarterly*, 69(1): 60-80

Quiminal, Catherine. “The Associative Movement of African Women and New Forms of Citizenship”, in Freedman Jane & Carrier Tarr. 2000 *Women immigration and identities in France*” Berg, Oxford, New York: 39-57

Suvaveriol, Semin. 2012 “Nation Freezing: Images of the Nation and the Migrant in Citizenship Packages”, *Nations and Nationalism* 18(2): 210-229

Italie

Aborder l'**inclusion sociale** de la population immigrée et les modèles d'inclusion correspondants signifie analyser les voies de participation des immigrés à la vie sociale et citoyenne du pays dans lequel il-elles ont émigré par choix (projet migratoire) ou par hasard (migration forcée). L'inclusion sociale est un processus multidimensionnel qui fait intervenir plusieurs **dimensions**, telles que la dimension **sociale** (en termes généraux), **culturelle**, **économique**, **professionnelle**, **éducative**, **politique**, et autres.

La mise en œuvre d'un **projet d'inclusion sociale** pour les femmes migrantes implique un effort pour repenser les approches, les méthodes et les actions proposées dans le cadre du projet dans une **perspective de genre**. En pratique, lors de la planification des services et des programmes sociaux, il convient de tenir compte de la diversité des femmes migrantes et de leurs expériences migratoires, ainsi que d'autres facteurs, comme suit :

- leur projet migratoire (facteurs d'attraction et de répulsion, attentes, changements, etc.)
- processus migratoire (itinéraires, arrivée, entrée, etc.)
- statut juridique en Italie (arrivée et séjour légaux/illégaux)
- le contexte culturel et professionnel.

En Italie, il n'existe pas de politique nationale standard à consacrer (presque) exclusivement à l'intégration des femmes migrantes : par conséquent, c'est le travail du **secteur tiers** qui joue un rôle crucial dans le calibrage des

politiques d'inclusion, des stratégies et des actions visant l'inclusion et la participation des femmes migrantes. Cela signifie en outre que les services sociaux d'inclusion doivent envisager leurs besoins spécifiques à partir de certaines catégories qui déterminent la **spécificité et la complexité du phénomène de la migration féminine**, à savoir :

- les **enjeux de genre** (stéréotypes et violences sexistes, maternité, dépendance économique et juridique, désir d'émancipation, etc.)
- les **opportunités d'emploi** (emplois "féminins", niches professionnelles, salaires, dépendance économique, etc.)
- le **domaine de la santé** (santé des femmes, santé reproductive, grossesse, etc.).

En outre, le rôle de la **vie associative** (associations sociales et culturelles, ONG, réseaux, campagnes, actions de sensibilisation, activités culturelles, etc.) devient fondamental pour le renforcement des services visant l'inclusion sociale et la participation citoyenne des femmes migrantes. Ce phénomène s'applique certainement au contexte italien où des sections de la population immigrée féminine participent à la vie sociale et citoyenne du pays à travers le travail promu par leurs **associations socioculturelles** (uniquement des femmes migrantes) ou mixtes (natives-immigrées, femmes-hommes, internationales, interculturelles, etc.).

En termes de **recommandations** pour le travail d'inclusion sociale avec les femmes migrantes, les points suivants ne sont que quelques aspects fondamentaux à prendre en compte :

- l'inclusion sociale des femmes migrantes est un **processus**, à savoir un **processus à long-terme**, et **non une urgence**
- les services visant à l'inclusion sociale des femmes migrantes doivent partir et se fonder sur leurs **besoins** spécifiques en tant que femmes et migrantes
- lors de la planification des services, programmes et actions visant à l'inclusion sociale et à la participation citoyenne des femmes migrantes, la **perspective de genre** doit être prise comme référence
- au cours du même processus de planification, la **perspective ethnocentrique** doit être dépassée
- ce processus implique de construire des **ponts** entre les femmes migrantes et les communautés locales et autres groupes sociaux
- la **vie associative** des femmes migrantes en Italie doit faire l'objet d'une attention particulière d'un point de vue socioculturel, politique et même économique.

“De la Somalie au Salut” https://viw.pixel-online.org/case_view.php?id=Mjk=: cette expérience de migration montre l'importance d'une approche sensible au genre que les services sociaux devraient adopter et promouvoir dans leur travail, comme le souligne le protagoniste de l'histoire.

Références

Spedicato Iengo E., Lannutti V., Rapposelli C. (eds.), 2014, *Migrazioni femminili, politiche sociali e buone pratiche. Narrazione di sé fra segnali di inclusione e distanze sociali*, FrancoAngeli, Milano.

(https://www.researchgate.net/publication/312365159_Migrazioni_femminili_politiche_sociali_e_buone_pratiche_Narrazioni_di_se_fra_segnali_di_inclusione_e_distanze_sociali/link/587b8a6c08ae9a860fe9acea/download)

Dans cet ouvrage, l'auto-récit est présenté comme un point de référence pour les services sociaux en termes de stratégies et de politiques sociales à adopter pour l'inclusion sociale des femmes migrantes.

Garofalo R., 2017, *MIGRAZIONE E ACCOGLIENZA: la necessità di un approccio di genere – Buone pratiche e nuove progettualità*, marzo 2017.

(<http://www.centrosaluteglobale.eu/site/wp-content/uploads/2017/06/GAROFALO-Migrazione-e-Accoglienza-la-necessità-di-un-approccio-di-genere.pdf>)

Ce rapport illustre des exemples de bonnes pratiques utiles pour la planification des services sociaux dans une perspective de genre.



Bello B. G., 2015, *La dimensione femminile dell'immigrazione in Italia*, in DOSSIER STATISTICO IMMIGRAZIONE, Roma, pp. 155- 160.

(https://www.researchgate.net/publication/301806157_La_dimensione_femminile_dell%27immigrazione_in_I_talia_2015)

En Italie, la féminisation des flux migratoires est au cœur de nombreuses études. Après avoir offert un bref aperçu des migrations féminines en Italie, et des typologies de migration relatives aux femmes (économique, familiale, refuges, demandeurs d'asile, etc.), l'article aborde le rôle de la vie associative des femmes migrantes en Italie.

Portugal

Au Portugal, le Plan national de mise en œuvre du Pacte mondial sur les migrations (approuvé par la Résolution du Conseil des ministres n° 141/2019) définit, comme troisième axe, " la promotion de l'accueil et de l'intégration des immigrants, en veillant à ce qu'ils se rencontrent régulièrement, en favorisant le regroupement familial, en favorisant la maîtrise de la langue portugaise, la scolarisation des enfants et des jeunes et l'éducation et la formation professionnelle des adultes, en améliorant les conditions d'accès au logement, à la santé et à la protection sociale, et en stimulant leur intégration et leur participation civique ".

Dans la mise en œuvre des politiques publiques d'inclusion des immigrés, le Haut Commissariat aux Migrations (créé par le décret n° 31/2014 du 27 février 2014) a un rôle très pertinent, car il promeut des politiques publiques axées sur l'inclusion sociale, l'égalité des chances et la valorisation de la diversité des cultures, des ethnies et des religions.

Les mécanismes de soutien aux immigrés promus par le Haut Commissariat aux Migrations, se matérialisent à travers le Réseau National de Soutien à l'Intégration des Migrants (créé par l'Ordonnance n° 203/2016 du 23 juillet). Ce réseau est composé de : (i) Centres nationaux d'appui à l'intégration des migrants (CNAIM), visant à apporter une réponse intégrée aux migrants dans leur processus d'accueil et d'intégration ; et (ii) Centres locaux d'appui à l'intégration des migrants (CLAIM), qui visent, dans le cadre des politiques locales d'intégration des migrants, à offrir des espaces décentralisés d'accueil, d'information et d'accompagnement, contribuant à répondre aux besoins des migrants dans leur processus d'accueil et d'intégration.

Dans le soutien aux immigrants, les CLAIM ont un rôle très important puisqu'ils travaillent en étroite collaboration avec les territoires et fournissent des informations sur différents domaines d'inclusion (processus de réglementation administrative, éducation et formation, apprentissage du portugais comme langue non maternelle, santé, entre autres), en apportant des réponses et en orientant les immigrants de manière intégrée à travers les structures existantes dans la communauté.

Les documents juridiques qui sont à la base de ces organismes (ACM, CNAIM et CLAIM) abordent les questions d'immigration dans leur sens global, ne donnant pas de visibilité aux questions de genre. Cependant, la Délibération n° 227/2019 établissant la création par l'ACM de l'équipe de projet sur les inégalités intersectionnelles, traduit la reconnaissance de la nécessité d'une approche sensible au genre dans l'analyse et l'intervention dans le domaine de la migration. Cette équipe vise à développer et à mettre en œuvre des politiques d'intégration sensibles au genre pour les migrants, les réfugiés et les demandeurs d'asile, avec une attention particulière aux situations où différentes inégalités se croisent.

De nombreuses femmes immigrées viennent au Portugal pour poursuivre des études, notamment dans l'enseignement supérieur. Dans ces circonstances, il est fait référence aux programmes de mobilité internationale (notamment avec les pays lusophones) et aux mécanismes internes des établissements d'enseignement supérieur qui soutiennent ces étudiants dans leurs processus d'inclusion.

Un autre aspect qui nous semble pertinent est le mouvement associatif des immigrants (réglementé par la loi n°



115/99 du 3 août 1999). Les associations d'immigrés permettent à ces derniers de s'organiser et de défendre leurs intérêts de manière à les rendre visibles et à faire entendre leurs besoins, ce qui constitue un excellent moyen de promouvoir la citoyenneté et la participation civique.

Pour illustrer le rôle des institutions d'enseignement supérieur et associatives au Portugal, nous proposons l'analyse de l'interview "Deconstruire le pays de Floribella", disponible sur https://viw.pixel-online.org/case_view.php?id=MTE=.

Une autre histoire à succès qui illustre l'importance des mouvements sociaux pour promouvoir l'inclusion des femmes immigrées au Portugal est celle intitulée "De l'invisible au visible", disponible sur https://viw.pixel-online.org/case_view.php?id=MTI=. La protagoniste de cette histoire identifie l'importance de son contact avec les associations de défense des droits de l'homme et les associations féministes dans son parcours d'inclusion sociale.

Références

Plano Estratégico para as Migrações 2015-2020 [Strategic Plan for Migration 2015-2020]

https://www.acm.gov.pt/documents/10181/222357/PEM_net.pdf/3a515909-7e66-41e8-8179-e3aa5e0c7195

Le Plan Stratégique pour les Migrations 2015-2020 vise à adapter politiquement le pays à une réalité migratoire plus complexe et plus difficile, en tenant compte de l'"approche globale de la migration et de la mobilité" définie par la Commission européenne.

Lisboa Acolhe – Portal Participativo para Imigrantes [Lisboa Acolhe – Participatory Portal for Immigrants]

<https://lisboaacolhe.pt/>

Le portail Lisboa Acolhe concentre des informations sur les services publics/privés ainsi que sur les droits et devoirs des personnes au Portugal.

Slovénie

Pour conclure ce chapitre, nous mettons à la disposition des étudiants l'histoire à succès suivante mettant en scène une femme migrante en Slovénie et intitulée « "Surmonter les obstacles bureaucratiques, la mauvaise circulation de l'information et les problèmes de soins de santé", accessible sur le site du projet Welcome to VIW (pixel-online.org). Cette histoire de succès illustre le problème de l'obtention d'informations correctes et rapides concernant diverses questions.

Nous suggérons également de lire " Une histoire d'autonomisation : fuir la guerre en Syrie et changer de vision du monde en Slovénie », accessible à l'adresse suivante : https://viw.pixel-online.org/case_view.php?id=MzE=

CHAPITRE 5: DIMENSION EUROPÉENNE

	SERVICES D'INCLUSION SOCIALE	LIMITES ET RECOMMANDATIONS
France	Les femmes immigrées ont été promues en tant que catégorie prioritaire pour l'intervention publique. Des mesures d'intégration civique ont été développées, par exemple : accès gratuit à des cours de langue, services d'emploi, incorporation de mesures anti-discriminatoires, entre autres.	Limites : Stigmatisation ; "culturalisation" et "moralisation" de la citoyenneté par le biais d'un cadre normatif postcolonial ; promotion de "l'intégration participative des femmes" et du silence de la dissidence politique. Recommandations : Tenir compte de l'hétérogénéité du groupe ; éliminer l'image de victime/soumission ; évaluer de manière critique les politiques postcoloniales ; rendre visible le mécontentement politique et la marginalisation sociale.
Grèce	Les centres communautaires des municipalités et les centres d'intégration des migrants répondent aux besoins individuels des ressortissants de pays tiers en offrant des services de "guichet unique" en collaboration avec d'autres directions et centres.	Limites : exclusion sociale à de multiples niveaux, absence de politique d'intégration efficace et obstacles à l'accès à l'emploi formel, à l'éducation formelle, aux soins sociaux et au logement, aux soins de santé et à la coexistence interculturelle. Recommandations : Soutien concernant l'apprentissage de la langue grecque pour les réfugiés et les migrants, adapté aux besoins et aux lieux de résidence, mise en place d'un mécanisme amélioré de plainte en matière de travail, programmes de soutien pour la création d'entreprises et d'activités, fourniture d'une assistance et d'un soutien juridiques concernant la régularisation, mesures de lutte contre les stéréotypes et le racisme, violence fondée sur le sexe, amélioration des services de traduction et de médiation dans l'administration publique, soutien des besoins des femmes/mères migrantes, autonomisation et participation civique.
Italie	C'est le secteur tiers qui joue un rôle fondamental dans le développement de stratégies et d'actions d'inclusion des femmes migrantes ; en particulier certaines expériences locales intéressantes d'ONG/associations culturelles (associations de migrants, de femmes migrantes ou mixtes), agissant en lien avec des réseaux de femmes, et à des cas d'implication institutionnelle des femmes migrantes dans la vie sociale, culturelle et politique.	Limite : il n'existe pas de politique nationale standard consacrée (presque) exclusivement à l'intégration des femmes immigrées. Recommandations : Considérer l'inclusion comme un processus ; aborder les besoins spécifiques dans une perspective de genre ; dépasser la perspective ethnocentrique ; considérer tous les agents impliqués ; accorder une plus grande attention à la vie associative du point de vue socioculturel, politique et de l'inclusion sociale.
Portugal	Il existe le Réseau national d'appui à l'intégration des migrants, composé des Centres nationaux d'appui à l'intégration des migrants (CNAIM) et des Centres locaux d'appui à l'intégration des migrants (CLAIM). De même, le mouvement associatif des immigrés revêt une grande	Limite : l'absence d'une approche de genre dans les documents juridiques abordés par les organisations. Cependant, l'équipe de projet sur les inégalités intersectionnelles a été créée, traduisant la reconnaissance de la nécessité d'une approche sensible au genre dans l'analyse et l'intervention dans le domaine de la migration.

	importance.	Recommandations : Promouvoir les associations et soutenir les associations existantes et les immigrants, ainsi que les entités sociales et religieuses.
Slovénie	Dans l'intégration des femmes, les ONG et les activistes acquièrent une grande importance. Ils assument le rôle principal qui doit être joué par les institutions de l'État. De même, les réseaux informels tels que la famille et les amis jouent un rôle fondamental.	Limite : manque d'aide et de soutien de l'État. Non prise en compte d'une approche de genre. Recommandation : Promouvoir une plus grande implication de l'Etat
Espagne	Les compétences en la matière appartiennent aux Communautés autonomes, à l'État et aux administrations locales. De même, les organisations sans but lucratif ont un rôle fondamental.	Limites : Manque d'orientation et d'assistance Recommandations : promouvoir l'engagement conjoint des différentes entités actives en la matière ; considérer la double dimension qu'elles ont en tant que femmes et en tant que migrantes dans différents domaines : éducation, famille, logement...

Idées générales

Le tableau récapitulatif montre comment, en général, dans les différents contextes, les organisations sans but lucratif telles que les associations et les ONG acquièrent un rôle fondamental dans le processus d'intégration des femmes migrantes (voir par exemple le cas de la Slovénie). De même, l'absence d'une approche de genre dans les mesures et les services fournis aux femmes migrantes constitue une limite dans certains des pays analysés. Cela peut donner lieu à des interventions éloignées de la demande réelle du groupe en question. Il est nécessaire de développer des actions orientées vers l'intégration de l'approche de genre dans les processus d'attention à la population migrante.

OBJET PEDAGOGIQUE/ACTIVITE PRATIQUE

Activité pratique

Le module 7 couvre les différentes mesures d'inclusion sociale visant à faciliter la pleine intégration des migrants dans la société d'accueil, ainsi que les facteurs spécifiques au genre.

Durée: 45 minutes

Objectifs :

- Identifier les facteurs clés à prendre en compte pour l'inclusion sociale des femmes.
- Connaître les services qui facilitent l'inclusion sociale au niveau local.
- Identifier les besoins et les améliorations des services d'inclusion pour les femmes migrantes.

Afin de renforcer les connaissances, nous proposons les activités suivantes :

Activité 1: Inclusion sociale pour les femmes migrantes :

Vous êtes travailleur-se social dans une organisation qui fournit des services aux migrants, et vous êtes approché-e par une jeune femme de 22 ans originaire de Syrie qui vient d'arriver dans votre ville, ne connaît pas la langue, n'a pas régularisé son statut, et n'est pas au courant du processus de régularisation de son statut.

- Pour commencer à l'orienter, quelles questions lui poseriez-vous afin de connaître son profil et lui donner de meilleures informations ?
- A partir des informations fournies, pensez à un script/protocole pour guider la femme au début de sa procédure (ONG vers lesquelles se tourner, où trouver des conseils juridiques, une aide au logement, des cours de langue, une association dans son pays d'origine, etc.

Activité 2: Sur les difficultés spécifiques que peut rencontrer une femme migrante:

- Quelles améliorations le texte propose-t-il pour une meilleure prise en charge ?
- Pensez-vous que d'autres difficultés pourraient être rencontrées en raison de la question du genre dans la migration ?
- Êtes-vous d'accord pour que les professionnels reçoivent une formation spécifique qui tienne compte du facteur genre dans la migration, afin de fournir une réponse plus efficace ?

GLOSSAIRE

Termes	Notes	Sources
accès aux soins de santé	Les droits en matière de soins de santé dont bénéficient les ressortissants de pays tiers (migrants, demandeurs de protection internationale et réfugiés) dans les États membres de l'UE et dans leur pays d'origine.	Commission européenne (2018) Asile et migration. Glossaire 6.0 https://ec.europa.eu/home-affairs/system/files_en?file=2020-09/interactive_glossary_6.0_final_version.pdf
acquisition de la nationalité	Tout mode d'acquisition de la nationalité, c'est-à-dire par la naissance ou à tout moment après la naissance, automatique ou non, basé sur l'attribution, la déclaration, l'option ou la demande.	Commission européenne (2018) Asile et migration. Glossaire 6.0 https://ec.europa.eu/home-affairs/system/files_en?file=2020-09/interactive_glossary_6.0_final_version.pdf
Allophobie	Aversion pour l'altérité ou comportement hostile envers les personnes d'une autre culture ou religion.	http://www.encyclopedia.fr/definition/allophobie
altérité	L'altérité est un concept d'origine philosophique signifiant "le caractère de ce qui est autre" et "la reconnaissance de l'autre dans sa différence", la différence étant entendue comme ethnique, sociale, culturelle ou religieuse.	Lalande André, <i>Dictionnaire de philosophie</i> , éd. PUF, Paris, 1993
Approche sensible au genre	Sensible au genre. Aborder et prendre en compte la dimension de genre. Sensibilité à la dimension de genre : capacité à reconnaître, à mettre en évidence et à corriger les différences, les problèmes et les inégalités entre les sexes, et à les intégrer dans les stratégies et les actions ; degré d'intégration de la dimension de genre dans les actions et les politiques, c'est-à-dire prise en compte des normes, des rôles et de l'accès aux ressources des hommes et des femmes dans la mesure où cela est nécessaire pour atteindre les objectifs de développement fixés	Commission européenne, 2004, Glossaire des termes relatifs au genre et au développement, p. 4. Adapté de Christodoulou, Zobnina, 2009, Glossaire des termes relatifs au genre, pp. 13-14, 17.
Assimilationniste	Processus par lequel l'expression culturelle d'un groupe minoritaire est absorbée par la culture dominante du pays d'accueil. Ce processus résulte de mesures publiques et de pratiques sociales qui contribuent à l'effacement plus ou moins subtil des marques de la culture d'origine, en les	Commission européenne (2018) Asile et migration. Glossaire 6.0, p. 34 Organisation internationale pour les migrations (2019). Glossaire sur la migration, p. 12.

	remplaçant par les caractéristiques de la culture dominante impliquant la langue, les traditions, les valeurs et les comportements.	
Autonomisation	(des femmes, e. des femmes migrantes) Il s'agit d'un processus de renforcement de l'estime de soi, de la confiance en soi, de l'autonomie et de l'autodétermination d'une personne, qui se traduit par une plus grande maîtrise de sa propre vie et un meilleur développement personnel, en étant capable de se défendre et de résister à l'adversité. Elle cible les groupes qui, pour diverses raisons, sont en état de vulnérabilité. L'autonomisation des femmes implique la promotion d'une participation accrue aux processus de décision dans tous les aspects de la vie. L'autonomisation des femmes immigrées doit être fondée sur l'amélioration de la confiance en soi, de l'estime de soi et des capacités dans le cadre d'un processus de construction, de coopération et de solidarité. L'autonomisation des femmes repose sur un processus de progression vers l'égalité.	International Labour Organization (2020). Media-friendly glossary on migration: Women migrant workers and ending violence against women (EVAW) edition, p. 22. United Nations Entity for Gender Equality and the Empowerment of Women. Concepts and Definitions. https://www.un.org/womenwatch/osagi/conceptsanddefinitions.htm
carte bleue européenne	L'autorisation portant le terme "carte bleue européenne" autorise son titulaire à résider et à travailler sur le territoire d'un État membre de l'UE en vertu de la directive 2009/50/CE du Conseil (directive "carte bleue").	Commission européenne (2018) Asile et migration. Glossaire 6.0 https://ec.europa.eu/home-affairs/system/files_en?file=2020-09/interactive_glossary_6.0_final_version.pdf
Communauté	La communauté est un groupe de personnes unies par des intérêts similaires et qui ont des intérêts communs. En d'autres termes, ce sont des groupes organisés entre eux en fonction de certains objectifs et qui partagent des valeurs et des croyances communes fondées sur la langue, les coutumes, le patrimoine culturel et historique, la situation géographique et la perspective du monde. Au sein d'une communauté, il est habituel de créer une identité mutuelle qui se distingue des autres groupes. Les	Organisation internationale pour les migrations (2019). Droit international de la migration. Glossaire sur les migrations.

	communautés de migrants sont généralement soutenues par d'autres migrants de la même nationalité, ce qui contribue à la création et au maintien de réseaux informels jouant un rôle dans l'orientation et la préservation de leur propre culture pour les générations futures.	
Compétence culturelle	<i>(dans les études sur la migration et les services sociaux)</i> Les normes définissent la compétence culturelle comme le processus par lequel les individus et les systèmes établissent des relations respectueuses et efficaces avec des personnes de toutes cultures, langues, classes, origines ethniques, religions et autres facteurs de diversité, d'une manière qui reconnaît, affirme et valorise la valeur des individus, des familles et des communautés, et protège et préserve la dignité de chacun. La compétence culturelle peut être développée par l'expérience interculturelle et est liée à la déconstruction et à la prise de conscience de ses propres valeurs et pratiques culturelles.	Ann Marie Garran & Lisa Werkmeister Rozas (2013) Cultural Competence Revisited, Journal of Ethnic and Cultural Diversity in Social Work, 22:2, 97-111, DOI: 10.1080/15313204.2013.78533 Lalueza J.L. & Macías-Gómez-Estern, B. (2020): Border crossing. A service-learning approach based on transformative learning and cultural-historical Psychology (Cruzando la frontera. Una aproximación al aprendizaje servicio desde el aprendizaje transformativo y la psicología histórico-cultural), <i>Culture and Education</i>, 32(3), 556-582 https://doi.org/10.1080/11356405.2020.1792755. Macías-Gómez-Estern, B. (2021). Critical Psychology for Community Emancipation: Insights from Socio-educative Praxis in Hybrid Settings. In <i>New Waves in Social Psychology</i> (pp. 25-54). Palgrave Macmillan, Cham.
Diversité des femmes migrantes	<i>(Condition de migrante et de femme)</i> Une approche de l'examen de la diversité des expériences des femmes migrantes et de la manière dont la classe, la race/ethnicité, le travail et d'autres variables s'entrecroisent avec le genre : ces facteurs et d'autres sont tous importants pour comprendre les femmes migrantes dans leur double condition de migrante et de femme comme point de départ de leur diversité.	Adapté de Christodoulou, Zobnina, 2009, <i>Glossary of Gender-related Terms</i>, pp. 31-32.

Double (ou triple) isolement & marginalisation & oppression	(des femmes migrantes) Le genre et l'ethnicité, ainsi que l'occupation dans le travail domestique, privé de reconnaissance sociale, font que les femmes immigrées sont soumises à une triple marginalité : sociale, économique et culturelle. Dans ce domaine, la ségrégation professionnelle occupe une place particulière, à savoir : la concentration des femmes et des hommes dans différents types et niveaux d'activité et d'emploi, les femmes étant confinées dans un éventail de professions plus étroit (ségrégation horizontale) que les hommes, et dans les catégories de travail inférieures (ségrégation verticale).	Campani, 2007, p. 5. European Commission, 2004, <i>Glossary of gender and development terms</i> , p. 4.
double nationalité	La possession simultanée de deux ou plusieurs citoyennetés par la même personne.	Commission européenne (2018) Asile et migration. Glossaire 6.0 https://ec.europa.eu/home-affairs/system/files_en?file=2020-09/interactive_glossary_6.0_final_version.pdf
droit du sang	La détermination de la nationalité d'une personne sur la base de la nationalité de ses parents (ou d'un parent ou d'un parent particulier) au moment de la naissance de la personne visée et au moment de l'acquisition de la nationalité par la personne visée (les deux moments sont différents en cas d'acquisition après la naissance).	Commission européenne (2018) Asile et migration. Glossaire 6.0 https://ec.europa.eu/home-affairs/system/files_en?file=2020-09/interactive_glossary_6.0_final_version.pdf
droit du sol	Principe selon lequel la nationalité d'une personne est déterminée sur la base de son pays de naissance.	Commission européenne (2018) Asile et migration. Glossaire 6.0 https://ec.europa.eu/home-affairs/system/files_en?file=2020-09/interactive_glossary_6.0_final_version.pdf
Droits (humains) des femmes	(syn. droits humains des femmes). Droits qui favorisent une position d'égalité juridique, politique et sociale des femmes avec les hommes, et l'équité de traitement pour les femmes, comme pour les hommes, dans tous les domaines de la société. Les droits des femmes et des filles en tant que partie inaliénable, intégrale et	Adapté de Oxford Reference, 2022 & Lexico, 2022 & Cambridge Dictionary, 2022 & Merriam-Webster, 2022. Adapté de Commission européenne, 2004, <i>Glossary of gender and development terms</i> , p. 4 & Christodoulou, Zobnina, 2009, <i>Glossary of Gender-related Terms</i> , p. 31.

	indivisible des droits humains universels, c'est-à-dire la reconnaissance que les droits des femmes sont des droits humains et que les femmes subissent des injustices uniquement en raison de leur sexe.	
Droits de l'Homme	(perspective des droits de l'homme) Normes internationales convenues qui reconnaissent et protègent la dignité et l'intégrité de chaque individu, sans aucune distinction (Glossaire principal du HCR) ; les droits de l'homme font partie du droit international coutumier et sont stipulés dans divers documents juridiques nationaux, régionaux et internationaux généralement appelés instruments des droits de l'homme [Glossaire du REM, 2018, p. 195]. Ensemble de droits fondamentaux considérés comme appartenant à toutes les personnes, et auxquels tout être humain devrait pouvoir prétendre ; droits civils et politiques : droit à la vie, à la justice, à la liberté, à la liberté d'expression, ou à ne pas être emprisonné illégalement, torturé, exécuté ; droits sociaux, culturels et économiques : droit de participer à la culture, droit à l'alimentation, au travail et à l'éducation.	Adapté de Christodoulou, Zobnina, 2009, Glossary of Gender-related Terms, p. 19 & Oxford Reference, 2022 & Merriam-Webster, 2022 & Cambridge Dictionary, 2022 & Lexico, 2022.
Éducation sensible au genre	Parité dans l'éducation. Il s'agit de pourcentages équivalents d'hommes et de femmes dans un système éducatif (par rapport à la population par groupe d'âge). La parité est essentielle mais pas suffisante pour atteindre l'égalité des sexes. Objectif 4 : éducation de qualité : universaliser l'accès à une éducation de qualité, du niveau préprimaire au niveau tertiaire, avec pour mandat spécifique de corriger les inégalités sociales qui compromettent l'accès aux possibilités d'éducation. Éliminer les disparités entre les sexes à tous les niveaux et veiller à ce que les installations éducatives tiennent compte des besoins des femmes afin de créer des environnements d'apprentissage efficaces. La résolution 70/138 de l'Assemblée générale note que le droit égal des filles à une éducation de qualité est au cœur du programme de développement durable.	UNICEF, 2017, L'égalité des sexes : Glossaire..., p. 6. UNICEF, 2017, Égalité des sexes : Glossaire..., p. 10.

Égalité des sexes	(syn. égalitarisme de genre, égalité des sexes, égalité sexuelle). Le fait de traiter les femmes et les hommes de la même manière : l'égalité des sexes n'implique pas que les femmes et les hommes sont identiques, mais qu'ils ont la même valeur et doivent bénéficier d'un traitement égal. L'état dans lequel l'accès aux droits ou aux opportunités n'est pas affecté par le sexe. Le concept selon lequel les femmes et les hommes, les filles et les garçons bénéficient de conditions, d'un traitement et de chances égaux pour réaliser pleinement leur potentiel, leurs droits humains et leur dignité, et pour contribuer au développement économique, social, culturel et politique et en bénéficier.	Dictionnaire Cambridge, 2022. Oxford Reference, 2022 ; Lexico, 2022. UNICEF, 2017, L'égalité des sexes : Glossaire..., p.
Emancipation	(des femmes, des femmes migrantes) L'action ou le processus d'émancipation, c'est-à-dire le fait d'être libéré de restrictions légales, sociales ou politiques, c'est-à-dire du contrôle ou du pouvoir d'une autre personne ; l'action ou le processus consistant à se libérer de restrictions légales, sociales ou politiques, et à donner à quelqu'un une liberté et des droits sociaux ou politiques (syn. libération ; par exemple, l'émancipation de l'esclavage) ; l'action de se libérer de toute influence contrôlante, comme les mœurs ou les croyances traditionnelles.	Adapté de Oxford Reference, 2022 & Lexico, 2022 & Merriam-Webster, 2022 & Cambridge Dictionary, 2022 Émancipation féminine ou libération des femmes : action ou processus visant à obtenir l'égalité des femmes dans tous les domaines de la société (par exemple, le mouvement de libération des femmes). Adapté du Cambridge Dictionary, 2022
Équité sociale	L'équité sociale a été utilisée avec des significations différentes selon le domaine où ce terme est appliqué (santé, éducation, droit, finance, psychologie, etc.). Elle concerne l'accès, juste et équitable à toutes les ressources et la distribution des moyens. Il s'agit de considérer différentes catégories de ressources, liées non seulement aux biens financiers mais aussi au capital social, à l'environnement social, à la participation, aux réseaux d'aide, aux liens affectifs, aux relations et au bien-être communautaire et personnel.	Melbourne Social Equity Institute webpage. https://socialequity.unimelb.edu.au/stories/what-is-social-equity. Consulté le 3 mars 2022.
État providence (système)	Système politique dans lequel l'État s'engage à protéger le bien-être individuel et collectif de ses citoyens, en particulier ceux qui sont dans le besoin sur le plan	Adapté du Cambridge Dictionary, 2022 & Lexico, 2022 & Giddens, 2009, Sociology, p. 1137 & Oxford Reference, 2022 & Merriam-Webster,

	économique ou social, en fournissant une série de services tels que les soins de santé, le chômage, l'éducation, les pensions et autres prestations sociales ; un État/nation/pays caractérisé par le fonctionnement du système d'État-providence , financé à la fois par la fiscalité et l'assurance nationale.	2022.
Ethnicisation	L'ethnicisation désigne un processus par lequel des personnes sont désignée, à tort ou à raison, à un groupe ethnique en fonction de leur origine, de leur apparence ou de leur mode de vie. Le comportement des personnes est expliqué principalement sur la base d'une ethnicité supposée.	Developpé par Jean-Loup Amselle dans son ouvrage <i>L'Ethnicisation de la France</i> (Éditions Lignes, 2011).
Étranger	Dans le contexte mondial, une personne qui n'est pas un ressortissant (natif ou citoyen) d'un État donné. Dans le contexte de l'UE, une personne qui n'est pas ressortissante d'un État membre de l'UE.	Commission européenne (2018) Asile et migration. Glossaire 6.0 https://ec.europa.eu/home-affairs/system/files_en?file=2020-09/interactive_glossary_6.0_final_version.pdf
Exploitation fondée sur le sexe	Exploitation. Une relation sociale ou institutionnelle dans laquelle une partie profite au détriment de l'autre par un déséquilibre de pouvoir. Le fait de tirer profit de quelque chose ou de quelqu'un, en particulier le fait de tirer un avantage injuste d'une autre personne pour son propre bénéfice (par exemple, l'exploitation sexuelle, le travail ou les services forcés, la mendicité, l'esclavage ou les pratiques analogues à l'esclavage, la servitude, l'exploitation d'activités criminelles, le prélèvement d'organes, etc.	Giddens, 2009, Sociologie, p. 1118. Adapté du glossaire du REM, 2018, p. 151. L'exploitation et les abus sexuels sont une forme de violence fondée sur le genre [PSEA].
Genre	Construction sociale des différents rôles attribués aux hommes et aux femmes, impliquant des aspects économiques, sociaux et culturels. Les rôles de genre sont considérés comme appropriés pour les individus d'un sexe spécifique et ils affectent les interactions sociales entre les hommes et les femmes, ce qui conduit finalement à des inégalités et à une inégalité des chances. Le terme "genre" est souvent confondu avec le "sexe", qui englobe les différences biologiques.	Organisation internationale du travail (2020). Glossaire sur les migrations destiné aux médias : Edition sur les travailleuses migrantes et la fin de la violence contre les femmes (EVAW), p. 8. Bureau de la Conseillère spéciale pour la parité des sexes et la promotion de la femme (OSAGI) Nations Unies, Gender Mainstreaming, définitions et concepts. https://www.un.org/womenwatch/osagi/conceptsanddefinitions.htm

Identité	L'identité traduit l'image que l'on a de soi par rapport aux autres. D'un point de vue ontologique, elle porte l'essence de l'être, qui est variable, surtout si l'on tient compte de facteurs caractéristiques tels que la nationalité, l'ethnie, la race, la religion, l'orientation sexuelle, le sexe et les attitudes. L'identité fait référence aux catégories sociales et aux sources du respect de soi ou de la dignité de l'individu. En ce sens, l'individu n'existe pas isolé de son contexte social. À son tour, la société n'est pas détachée des processus identitaires, ce qui rend le concept fluide et diversifié.	Conseil de l'Europe, Glossary of key terminology https://www.coe.int/en/web/autobiography-intercultural-encounters/glossary Fearon, J. (1999). What is identity (as we now use the word)?, p. 3. https://web.stanford.edu/group/fearon-research/cgi-bin/wordpress/wp-content/uploads/2013/10/What-is-Identity-as-we-now-use-the-word-.pdf
Identité de genre	Expérience interne et individuelle ressentie par chaque personne concernant le genre auquel elle s'identifie, qui peut correspondre ou non au sexe assigné à la naissance. L'identité de genre peut être identique ou différente du sexe avec lequel la personne est née, et peut même ne correspondre à aucun des deux. Les individus peuvent prendre conscience de leur identité de genre à différentes étapes de leur vie et son expression peut être révélée par les vêtements, le comportement et l'apparence personnelle. "L'identité de genre n'est qu'une des nombreuses identités sociales possibles".	Organisation internationale du travail (2020). Glossaire sur les migrations destiné aux médias : Edition sur les travailleuses migrantes et la fin de la violence contre les femmes (EVAW), p. 18. Wood, W., Eagly, A. (2009).
Identité sociale d'une femme migrante	(situation sociale, culturelle, économique et autre) Nous pouvons comprendre la construction de l'identité sociale comme une action qui vise à se définir ou à se caractériser, et souvent en relation avec des sentiments d'attachement à différents groupes d'appartenance (famille, groupe culturel, sexe, etc.). L'action d'identification est souvent réalisée à travers des récits, qui offrent un sens à des trajectoires de vie ayant connu des tournants, comme la migration. L'identité sociale d'une personne se construit également en dialogue avec les catégories sociales. Dans ce sens, l'identité sociale d'une femme migrante intègre des catégories et des	Abrams, D., & Hogg, M. A. (1990). An introduction to the social identity approach. Social identity theory: Constructive and critical advances, 1-9. Benwell, B. (2006). Discourse and identity. Edinburgh University Press. De Fina, A. (2003). Identity in narrative. A study of immigrant discourse, 251. Harré, Rom; Moghaddam, Fathali M. (2015). "Positioning Theory". <i>The International Encyclopedia of Language and Social Interaction</i> : 1-9. Macías-Gómez-Estern, B. & Vasquez,

	schémas sociaux liés à son genre, à la migration et aux circonstances socioculturelles et économiques, tels qu'ils sont reproduits ou résistés dans son propre récit personnel agencif et son positionnement quotidien.	O. (2015): Identity construction in narratives of migration. In Hansen, Jensen & Berliner (Eds.): <i>Conceptual and applied approaches to self in culture in mind</i> . Aalborg University Press. Aalborg.
Immigration	Dans le contexte mondial, le fait d'arriver sur un territoire et d'y rester pendant une période suffisamment longue pour en faire son lieu de résidence principale. Dans le contexte de l'UE, l'action par laquelle une personne établit sa résidence habituelle sur le territoire d'un État membre de l'UE pour une période qui est, ou est censée être, d'au moins 12 mois, après avoir précédemment résidé habituellement dans un autre État membre de l'UE ou dans un pays tiers.	Castles, S. (1998). <i>The age of migration: International population movements in the modern world</i> . Macmillan International Higher Education. REM (Réseau européen des migrations), 2018. Le glossaire 6.0 du REM sur l'Asile et la Migration est un outil de comparaison sur les politiques de migration et d'asile à l'échelle européenne. Consulté le 3 mars 2022. https://ec.europa.eu/employment_social/esf/docs/sf_social_inclusion_en.pdf Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) (2019): glossaire sur la Migration. Consulté le 3 mars 2022.
Inclusion sociale	Définition dans le contexte de l'UE, un cadre pour le développement de stratégies nationales, ainsi que pour la coordination des politiques entre les États membres de l'UE, sur les questions relatives à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.	Développé par le REM (Réseau européen des migrations), site web de la Commission européenne, DG Emploi, Affaires sociales et Inclusion (2018). Le glossaire 6.0 du REM sur l'Asile et la Migration est un outil de comparaison sur les politiques de migration et d'asile à l'échelle européenne. Consulté le 3 mars 2022. https://ec.europa.eu/employment_social/esf/docs/sf_social_inclusion_en.pdf
Inégalité des sexes	Les différences de statut, de pouvoir et de prestige des femmes et des hommes dans les groupes, les collectivités et les sociétés.	Giddens, 2009, <i>Sociology</i> , p. 1119.
Intégration	Selon le Glossaire Asile et Migration 6.0, dans le contexte de l'UE, l'intégration est un processus dynamique et bidirectionnel d'accommodation mutuelle par tous les immigrants et résidents (REM, 2018, p.214). Cependant, certains théoriciens critiques affirment que l'intégration présuppose l'adoption par les groupes	Commission européenne (2018) Asile et migration. Glossaire 6.0

	minoritaires des normes et valeurs sociales de la culture dominante.	
Interculturalité	Elle fait référence à la relation entre les cultures. Les perspectives interculturelles se caractérisent par l'intentionnalité des interactions, de l'apprentissage et de l'échange mutuel entre différentes cultures. Elles prévoient une coexistence effective entre des personnes de cultures différentes et la possibilité d'un partage effectif des connaissances et des manières d'être et de vivre. L'interculturalité dans une perspective de genre cherche à promouvoir l'autonomisation des femmes et des filles en luttant contre les barrières qui maintiennent les inégalités.	UNESCO. La diversité des expressions culturelles. https://en.unesco.org/creativity/interculturality Article 4.8 de la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles
Intersectionnalité	L'intersectionnalité ou l'intersectionnalisme est un concept utilisé en sociologie et en pensée politique, qui fait référence à la situation des personnes qui subissent simultanément plusieurs formes de stratification, de domination ou de discrimination dans une société.	Patricia Hill Collins, <i>L'intersectionnalité en tant que théorie sociale critique : Intersectionality as Critical Social Theory</i> , Duke University Press, 2019.
Islamophobie	L'islamophobie est un terme polysémique, défini étymologiquement comme la peur ou la crainte de l'islam, mais il peut également signifier l'hostilité envers l'islam ou les musulmans, bien qu'il n'y ait pas de consensus aujourd'hui.	Adapté par la Commission nationale consultative des droits de l'Homme (CNCDH) dans son rapport annuel de 2013.
La diversité culturelle	Communauté ou groupe où l'on peut identifier une variété de différences culturelles et sociales. Ces différences reposent sur diverses formes d'expressions basées sur la race, l'ethnie, la nationalité, la religion, le sexe, le genre, la position socio-économique, la langue, les capacités physiques et psychologiques, les croyances, les valeurs et les traditions.	Organisation internationale pour les migrations (2019). Glossaire sur la migration, p. 41.
La femme migrante, sujet actif	(<i>agente de son expérience migratoire</i>) Le fait de considérer la condition des femmes migrantes comme des participantes actives aux migrations. Cette évolution de la perception et de la reconnaissance des rôles participe d'un intérêt spécifiquement porté aux femmes migrantes de la part des chercheurs·ses et	Adapté de Morokvasic, 1984, pp. 895, 899 & Kofman, 1999, pp. 270, 273-274, 286.

	des décideurs politiques, ainsi qu'à une prise de conscience croissante du biais masculin dans la recherche sur les migrations : les récits qui en résultent contribuent à redresser le déséquilibre et à dépeindre des femmes migrantes actives qui déploient des stratégies individuelles et participent aux décisions de leur foyer. Cette approche a été étayée par l'observation de femmes individuelles qui gèrent leur propre projet de migration en tant que sujets actifs.	
La femme migrante, une victime passive	Le rôle de l' <i>agency</i> est particulièrement vital pour une approche de genre de la migration, étant donné qu'il est souvent supposé que les femmes "suivent" les hommes, et que leur rôle dans la migration est réactif plutôt que proactif, la migration étant traitée comme un phénomène impliquant les hommes comme seuls acteurs actifs. Rétrospectivement, certains travaux de recherche semblent être obsédés par l'économie et la classe sociale à l'exclusion d'autres facteurs, tandis que d'autres ont prêté attention aux questions de genre [adapté de Kofman, Phizacklea, Raghuram, Sales, 2001, p. 23]. Une telle vision stéréotypée renforce l'idée que les femmes migrantes sont des agents passifs, c'est-à-dire des "suiveuses" et des "dépendantes", dont l'emploi (lorsqu'il existe) devient également une considération secondaire.	Adapté de Morokvasic, 1984, p. 897 & Kofman, 1999, p. 273.
Le bien-être social	(s. bien-être) Le bien-être d'une communauté ou d'une société dans son ensemble, qui se reflète dans le bien-être de ses membres individuels, en particulier en matière de santé et d'économie [adapté de Lexico, 2022 & Oxford Reference, 2022]. Protection sociale ou S. protection. Ensemble des services, politiques et programmes publics (État/gouvernement) ou privés organisés visant à prévenir, réduire et éliminer les vulnérabilités économiques et sociales à la pauvreté et aux privations des groupes défavorisés (pauvres, malades, personnes âgées, etc.).	Adapté de OIM, 2019, Glossaire sur la migration, p. 197 & Merriam-Webster, 2022 & Cambridge Dictionary, 2022.

Migration	Le concept de migration est défini dans un sens large. Il correspond à un processus de déplacement qui couvre tout type de mouvement de personnes, de groupes ou d'individus d'un endroit à un autre à la recherche de meilleures conditions et de meilleurs niveaux de vie. Le mouvement des personnes comprend la migration internationale (transfrontalière vers un autre État) et la migration interne (mouvement à l'intérieur du pays). Le processus de migration est toujours considéré sur une année, indépendamment de sa durée, de sa composition ou de ses causes. Il comprend la migration des réfugiés, des personnes déplacées, des personnes déracinées, des migrants environnementaux, des migrants économiques et des personnes se déplaçant pour d'autres raisons, par exemple, des persécutions politiques, des conflits, le regroupement familial.	Commission européenne (2018) Asile et migration. Glossaire 6.0, p. 255 Organisation internationale du travail (2020). Glossaire sur les migrations destiné aux médias : Edition sur les travailleuses migrantes et la fin de la violence contre les femmes (EVAW) Organisation internationale pour les migrations (2019). Droit international de la migration. Glossaire sur les migrations. P. 132
Multiculturalisme	Un modèle qui propose une société basée sur le principe que chacun a une communauté, chaque communauté une culture, et chaque culture son propre espace et ses limites inviolables. Il repose sur une politique qui souscrit au principe de la diversité culturelle et soutient le droit des différentes cultures et des différents groupes ethniques à conserver des identités culturelles distinctes en leur assurant un accès équitable à la société, en adoptant les principes constitutionnels et les valeurs généralement partagées qui prévalent dans la société. Elle met l'accent sur les différences culturelles et les différentes cultures qui existent les unes autour des autres sans nécessairement beaucoup de contact ou d'interaction participative.	Commission européenne (2018) Asile et migration. Glossaire 6.0, p. 265
nationalité	Le lien juridique particulier entre un individu et son État, acquis par la naissance ou la naturalisation, que ce soit par déclaration, choix, mariage ou autre selon la législation nationale.	Commission européenne (2018) Asile et migration. Glossaire 6.0 https://ec.europa.eu/home-affairs/system/files_en?file=2020-09/interactive_glossary_6.0_final_version.pdf

Naturalisation	Tout mode d'acquisition après la naissance d'une nationalité non détenue précédemment par la personne visée qui nécessite une demande de cette personne ou de son représentant légal ainsi qu'un acte d'octroi de la nationalité par une autorité publique.	Commission européenne (2018) Asile et migration. Glossaire 6.0 https://ec.europa.eu/home-affairs/system/files_en?file=2020-09/interactive_glossary_6.0_final_version.pdf
Opportunités sociales	Généralement utilisé pour faire référence à l'idée que les gens ont des possibilités objectives de développement différentes en fonction de l'environnement dans lequel ils grandissent et participent. Il s'agit de l'accès différentiel à une éducation de qualité, aux soins de santé, à la promotion sociale, au soutien financier, au capital social, aux loisirs, etc. Les possibilités sociales peuvent être difficiles à mesurer car elles sont liées à des désirs et à des besoins définis de manière subjective.	Elster, J. (2019). <i>Tuercas y tornillos Una introducción a los conceptos básicos de las ciencias sociales</i> . Santa Fe, Asociación Civil Mirame Bien, 2019.
Oppression	L'oppression sociale est une oppression qui s'exerce par des moyens sociaux et qui a une portée sociale - elle affecte des catégories entières de personnes. Elle se produit lorsqu'un groupe détient un pouvoir sur un autre dans la société en contrôlant les institutions sociales, les lois, les coutumes et les normes de la société.	https://www.crrf-fcrr.ca/fr/bibliotheque/glossaire-fr-fr-1/item/27171-oppression-sociale
permis de séjour	Toute autorisation délivrée par les autorités d'un État membre de l'UE permettant à un ressortissant de pays tiers de séjourner légalement sur son territoire, conformément aux dispositions du règlement (UE) n° 265/2010 (règlement relatif au visa de long séjour).	Commission européenne (2018) Asile et migration. Glossaire 6.0 https://ec.europa.eu/home-affairs/system/files_en?file=2020-09/interactive_glossary_6.0_final_version.pdf
permis de travail / autorisation de travail	Dans le contexte mondial, un document légal délivré par une autorité compétente d'un État donnant l'autorisation d'employer des travailleurs migrants dans le pays d'accueil pendant la période de validité du permis. Dans le contexte de l'UE, un document juridique délivré par une autorité compétente d'un État membre de l'UE indiquant le droit d'un ressortissant de pays tiers à travailler sur son territoire pendant la période de validité du permis.	Commission européenne (2018) Asile et migration. Glossaire 6.0 https://ec.europa.eu/home-affairs/system/files_en?file=2020-09/interactive_glossary_6.0_final_version.pdf
permis unique	Titre de séjour délivré par les autorités	Commission européenne (2018) Asile

	d'un État membre de l'UE à l'issue d'une procédure de demande unique, permettant à un ressortissant de pays tiers de résider légalement sur son territoire à des fins de travail.	et migration. Glossaire 6.0 https://ec.europa.eu/home-affairs/system/files_en?file=2020-09/interactive_glossary_6.0_final_version.pdf
personne faisant l'objet d'un transfert temporaire intragroupe	Un ressortissant de pays tiers faisant l'objet d'un détachement temporaire d'une entreprise établie en dehors du territoire d'un État membre de l'UE et à laquelle le ressortissant de pays tiers est lié par un contrat de travail à une entité appartenant à l'entreprise ou au même groupe d'entreprises qui est établie sur ce territoire.	Commission européenne (2018) Asile et migration. Glossaire 6.0 https://ec.europa.eu/home-affairs/system/files_en?file=2020-09/interactive_glossary_6.0_final_version.pdf
Perspective de genre	<i>(dans les études sur les migrations)</i> La perspective de genre reconnaît que les différences d'expériences de vie basées sur le genre entraînent souvent des inégalités sociales, économiques, politiques et autres pour les femmes et les filles : appliquée à l'élaboration de politiques et à la prestation de services, la perspective de genre peut contribuer à promouvoir un changement positif dans leur vie. Elle implique en outre une sensibilisation au genre qui reconnaît la pertinence du genre dans ses multiples dimensions sociales et englobe, à la fois comme concept et comme action, "la connaissance et la compréhension des différences dans les rôles et les relations entre les femmes et les hommes, notamment sur le lieu de travail". En termes de recherche et d'analyse, la perspective de genre implique une sensibilisation accrue au parti pris masculin dans la recherche sur la migration et la reconnaissance des femmes migrantes en tant que participantes actives.	Adapté de Christodoulou, Zobnina, 2009, Glossary of Gender-related Terms, p. 19. (Dictionnaire Cambridge, 2022) Adapté de Lapov, Campani, 2017, p. 91-92. Adapté de Morokvasic, 1984, p. 899
perte de la nationalité	Tout mode de perte de la qualité de citoyen d'un pays, volontairement ou involontairement, automatiquement ou par un acte des autorités publiques.	Commission européenne (2018) Asile et migration. Glossaire 6.0 https://ec.europa.eu/home-affairs/system/files_en?file=2020-09/interactive_glossary_6.0_final_version.pdf
Politiques d'inclusion sociale	Elles consistent à concevoir des instruments de politique publique qui garantissent le plein exercice des droits de	Commission européenne (2018) Asile et migration. Glossaire 6.0

	citoyenneté dans tous les domaines de la vie. Les stratégies d'inclusion visent à assurer la pleine participation civique de tous les groupes (y compris les minorités). Les politiques d'inclusion sociale concrétisent les droits garantis par la Constitution aux niveaux politique, économique et social. Dans le domaine de la migration, des politiques d'inclusion sociale sont conçues dans des domaines tels que la santé, la sécurité sociale, le travail, les mouvements associatifs et autres. Ces pratiques participent à la cohésion sociale et à la vitalité de la société civile, contribuant à une plus grande expression de la diversité culturelle.	
Politiques sensibles au genre	(syn. politiques sensibles au genre, politiques de genre). Politiques qui sont conscientes des différences entre les sexes et qui en tiennent compte. Politiques sensibles à la dimension de genre : politiques reconnaissant que les femmes (ainsi que les hommes) sont des acteurs du développement et qu'elles sont souvent soumises à des contraintes différentes de celles des hommes, ce qui signifie que leurs besoins, intérêts et priorités peuvent différer et parfois entrer en conflit. Planification de l'égalité des sexes : une approche de la planification se référant au processus de planification des programmes et politiques de développement qui sont sensibles à la dimension de genre, ce qui signifie reconnaître et prendre en compte l'impact des différents rôles que les femmes et les hommes jouent dans la société, et le fait qu'ils ont souvent des besoins différents dans la communauté ou le secteur cible.	Adapté de l'UNICEF, 2017, Égalité des sexes : Glossaire..., p. 5. Adapté de Christodoulou, Zobnina, 2009, Glossaire des termes liés au genre, p. 14-15. Adapté de Christodoulou, Zobnina, 2009, Glossary of Gender-related Terms, p. 14 & UNICEF, 2017, Gender Equality : Glossaire..., p. 5.
Pratiques d'inclusion sociale	Les pratiques d'inclusion sociale font référence aux actions, dynamiques et stratégies visant à promouvoir le processus d'amélioration de la capacité, de l'opportunité et de la dignité des personnes défavorisées sur la base de leur identité, afin qu'elles participent à la société.	Organisation internationale pour les migrations (2019). Glossaire sur la migration.

Préjudice	Le maintien d'idées préconçues sur un individu ou un groupe, idées qui résistent au changement même face à de nouvelles informations. Les préjugés peuvent être positifs ou négatifs. Le plus souvent, un préjugé est constitué d'attitudes défavorables ou discriminatoires à l'égard de personnes de catégories différentes : les préjugés raciaux, sexuels et autres peuvent exister au niveau des relations personnelles et du comportement individuel, mais aussi être institutionnalisés sous forme de politique juridique ou administrative.	Giddens, 2009, Sociologie, p. 1128. Adapté de Christodoulou, Zobnina, 2009, Glossary of Gender-related Terms, p. 22.
Préjugés sexistes	(syn. préjugé de genre, parti pris de genre) Les différences de rôles entre les sexes reflètent des partis pris ou des préjugés, c'est-à-dire une attitude négative à l'égard d'autrui fondée sur des stéréotypes sociaux concernant les femmes et les hommes, et sur un préjugé concernant ces personnes sans connaissance ou expérience préalable. Un préjugé sexiste, c'est-à-dire une différence injuste dans la façon dont les femmes et les hommes sont traités (comportement sexiste), aboutit facilement à favoriser un sexe par rapport à l'autre, généralement les hommes et les garçons par rapport aux femmes et aux filles.	Adapté d'Encyclopedia.com, 2019. Adapté de Cambridge Dictionary, 2022 & UNICEF, 2017, Gender Equality : Glossaire..., p. 3.
Prestations de protection sociale	Transferts, en espèces ou en nature, effectués par les régimes de protection sociale aux ménages et aux individus pour les soulager de la charge d'un ou plusieurs des risques définis dans le système d'information mutuelle sur la protection sociale de la Commission européenne.	Commission européenne (2018) Asile et migration. Glossaire 6.0 https://ec.europa.eu/home-affairs/system/files_en?file=2020-09/interactive_glossary_6.0_final_version.pdf
Processus d'intégration	Méthode, systèmes ou séquences d'actions qui facilitent ou permettent l'intégration d'éléments d'un groupe minoritaire dans le groupe dominant. Ces processus sont complexes et multidimensionnels, et impliquent la prise en compte des droits et obligations des migrants et des sociétés des pays de transit ou de destination. L'intégration nécessite l'accès à différents	Organisation internationale pour les migrations (2019). Droit international de la migration. Glossaire sur les migrations.

	types de services, au marché du travail, ainsi que l'identification et le respect d'un ensemble de valeurs fondamentales qui lient les migrants et les communautés d'accueil dans un but commun.	
Protection des droits (de l'homme)	<i>Approche fondée sur les droits de l'homme (HRBA).</i> L'approche fondée sur les droits de l'homme est un cadre conceptuel pour le processus de développement humain qui repose sur les normes internationales en matière de droits de l'homme et qui vise à promouvoir et à protéger les droits de l'homme : cette approche implique de prêter consciemment et systématiquement attention aux droits de l'homme dans tous les aspects du développement. L'objectif de l'approche fondée sur les droits de l'homme est de donner aux personnes (titulaires de droits) les moyens de réaliser leurs droits et de renforcer l'État (détenteurs de devoirs) pour qu'il se conforme à ses obligations et devoirs en matière de droits de l'homme. Les obligations des États en matière de droits de l'homme les obligent à respecter, protéger et réaliser les droits des femmes et des filles, ainsi que les droits des hommes et des garçons.	Adapté de l'UNICEF, 2017, Égalité des sexes : Glossaire..., p. 9.
Race	Il existe aujourd'hui un large consensus scientifique sur l'inexistence de la race au sens biologique du terme. Le terme "race" est utilisé dans le langage courant dans un sens plus large, faisant référence aux ethnies et aux groupes sociaux ayant une lignée commune. Le concept d'ethnicité a été largement défini par l'anthropologie, faisant également référence à des traits attribués par l'exogroupe et/ou l'intragroupe, mais toujours liés à l'histoire culturelle et aux relations d'altérité, plutôt qu'à des différences physiques statiques entre les groupes.	American Association of Physical Anthropologists (2019). «AAPA Statement on Race and Racism». American Association of Physical Anthropologists. Consulted on march the 3rd 2022. REM (Réseau européen des migrations), 2018. Le glossaire 6.0 du REM sur l'Asile et la Migration est un outil de comparaison sur les politiques de migration et d'asile à l'échelle européenne. Consulté le 3 mars 2022. Barth, F. (1970). <i>Ethnic Groups and</i>

		<i>Boundaries: The Social Organisation of Culture Difference</i>. London: George Allen & Unwin. Comité pour l'élimination de la discrimination raciale. Recommandation générale sur l'article 1 de la Convention (1999), annexe 5 du rapport du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale, document des Nations Unies A/54/18, paragraphe 1. Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), Guide et directives concernant les procédures et critères à appliquer pour déterminer le statut de réfugié (2011), document HCR/1P/4/Fre/Rev.3
Racialisation/racialisation	Le concept de racialisation fait référence au processus de catégorisation et de production de hiérarchies raciales au sein d'une société donnée. Ce processus consiste en la radicalisation des différences perçues entre des individus ou des groupes hiérarchisés sur la base de critères biologiques, dans le but de dominer, d'exploiter ou d'exclure les groupes infériorisés et otherisés au sein de cette relation de pouvoir	Suzie Telep, "Racialisation", <i>Langage et société</i> , 2021/HS1, pp. 289 à 292.
Racisme	Racisme, également appelé racialisme, croyance selon laquelle les humains peuvent être divisés en entités biologiques distinctes et exclusives appelées "races" ; qu'il existe un lien de causalité entre les traits physiques hérités et les traits de personnalité, l'intellect, la moralité et d'autres caractéristiques culturelles et comportementales ; et que certaines races sont supérieures aux autres de manière innée.	https://www.britannica.com/topic/racism
Racisme	Toute théorie, doctrine, idéologie ou groupe d'idées qui soutient la supériorité d'un groupe de personnes sur les autres, sur la base de leurs caractéristiques culturelles, ethniques ou physiques.	REM (Réseau européen des migrations), 2018. Le glossaire 6.0 du REM sur l'Asile et la Migration est un outil de comparaison sur les politiques de migration et d'asile à l'échelle européenne. Consulté le 3 mars 2022. Organisation Internationale pour les

		Migrations (OIM) (2019): glossaire de l'OIM sur la Migration. Consulté le 3 mars 2022. Convention interaméricaine contre le racisme, la discrimination raciale et les formes connexes d'intolérance (adoptée le 5 juin 2013 et entrée en vigueur le 11 novembre 2017), art. 1, paragraphe 4.
Racisme d'Etat	Le racisme d'État, également conceptualisé comme "racisme institutionnel", est une ségrégation raciste historiquement institutionnalisée. Le terme "race" renvoie alors à sa dimension ethnique. À l'époque contemporaine, en Occident, les défenseurs de ce concept discuté ou critiqué l'entendent dans le sens d'une discrimination systémique impliquant l'État. Le terme "race" fait référence à une construction sociale.	Saïd Bouamama, <i>Des classes dangereuses à l'ennemi intérieur</i>, Syllepse Eds, 2021.
Racisme institutionnel	Le concept de "racisme institutionnel" est utilisé pour nommer un phénomène caractérisé par le fait que, malgré une législation promouvant l'égalité entre les citoyens, les personnes issues de minorités sont souvent désavantagées. En nommant le phénomène, on peut tenter d'identifier les mécanismes et éventuellement combattre les sources d'inégalité. "Le racisme institutionnel : de l'invention politique à la recherche d'outils",	"Le racisme institutionnel : de l'invention politique à la recherche d'outils", Audrey Osler, Hugh Starkey, Migrations Société, 2010/5 N° 131 pages 133 à 152 DOI 10.3917/migra.131.0133
regroupement familial; réunification familiale (FR)	L'établissement d'une relation familiale qui est soit : a) l'entrée et le séjour dans un État membre de l'Union européenne, conformément à la directive 2003/86/CE du Conseil (directive sur le regroupement familial), des membres de la famille d'un ressortissant d'un pays tiers résidant légalement dans cet État membre de l'Union européenne (le "regroupant") afin de prendre b) entre un citoyen de l'Union et un ressortissant d'un pays tiers établi hors de l'Union européenne qui entre ensuite dans l'Union européenne.	Commission européenne (2018) Asile et migration. Glossaire 6.0 https://ec.europa.eu/home-affairs/system/files_en?file=2020-09/interactive_glossary_6.0_final_version.pdf
Regularisation	Dans le contexte de l'Union européenne, la procédure d'État par laquelle les illégalement des ressortissants de pays	Commission européenne (2018) Asile et migration. Glossaire 6.0 https://ec.europa.eu/home-affairs/system/files_en?file=2020-09/interactive_glossary_6.0_final_version.pdf

	tiers se voient accorder un statut juridique.	affairs/system/files_en?file=2020-09/interactive_glossary_6.0_final_version.pdf , p.315
résident de longue durée	Un ressortissant de pays tiers qui a le statut de résident de longue durée tel que prévu par les art. 4 à 7 de la directive 2003/109/CE du Conseil (directive sur les résidents de longue durée) ou comme prévu par la législation nationale.	Commission européenne (2018) Asile et migration. Glossaire 6.0 https://ec.europa.eu/home-affairs/system/files_en?file=2020-09/interactive_glossary_6.0_final_version.pdf
ressortissant d'un pays tiers	Toute personne qui n'est pas un citoyen de l'Union européenne au sens de l'art. 20(1) du TFUE et qui n'est pas une personne bénéficiant du droit de libre circulation de l'Union européenne, tel que défini à l'art. 2(5) du règlement (UE) 2016/399 (code frontières Schengen).	Commission européenne (2018) Asile et migration. Glossaire 6.0 https://ec.europa.eu/home-affairs/system/files_en?file=2020-09/interactive_glossary_6.0_final_version.pdf
Ségrégation	L'acte par lequel une personne ou un groupe est séparé des autres sur la base de la race, de la couleur, de la langue, de la religion, de la nationalité ou de l'origine ethnique.	Berry, J. W. (2007). Acculturation strategies and adaptation. In J. E. Lansford, K. Deater-Deckard, & M. H. Bornstein (Eds.), <i>Immigrant families in contemporary society</i> (pp. 69–82). Guilford Press. REM (Réseau européen des migrations), 2018. Le glossaire 6.0 du REM sur l'Asile et la Migration est un outil de comparaison sur les politiques de migration et d'asile à l'échelle européenne. Consulté le 3 mars 2022. Commission européenne contre le racisme et l'intolérance (ECRI) : Recommandation de politique générale n° 7 : Législation nationale pour lutter contre le racisme et la discrimination raciale.
Sentiment d'appartenance	Expérience subjective qui découle des interactions sociales, au niveau individuel et public, et qui provoque un sentiment d'appartenance au pays d'accueil. Ce sentiment dépend d'un ensemble de variables, à savoir la maîtrise de la langue, l'implication dans les communautés locales, la réponse des services sociaux et le niveau de satisfaction de la vie. Le sentiment d'appartenance est influencé par la dynamique entre la culture du pays d'origine et la culture du pays d'accueil.	Adapted Lähdesmäki, T., Mäkinen, K., Čeginskas, V. L. A., & Kaasik-Krogerus, S. (2021). Politics of Belonging: Concepts and Method. In <i>Europe from Below: Notions of Europe and the European among Participants in EU Cultural Initiatives</i> (pp. 25–44). Brill. http://www.jstor.org/stable/10.1163/j.ctv1sr6j1b.7 Organisation internationale du travail (2020). Glossaire sur les migrations destiné aux médias : Edition sur les

		travailleuses migrantes et la fin de la violence contre les femmes (EVAW), p. 4.
Services d'inclusion sociale	Actions et attitudes développées dans le but de déconstruire les stéréotypes et les préjugés afin d'avoir un impact sur la réduction de la discrimination tout en favorisant des conditions effectives de participation à la société. Les services d'inclusion sociale informent et promeuvent les opportunités d'accès au marché du travail, en clarifiant les droits et les devoirs des migrants, en transmettant et en suivant le processus de régularisation dans le pays d'accueil, en indiquant les solutions liées à la santé, à l'éducation ou au soutien juridique.	Organisation internationale pour les migrations (2019). Glossaire sur la migration. Organisation internationale du travail (2020). Glossaire sur les migrations destiné aux médias : Edition sur les travailleuses migrantes et la fin de la violence contre les femmes (EVAW)
Sexisme	Le sexisme est une discrimination fondée sur le sexe d'une personne, ou par extension, sur son genre. Le sexisme est lié aux préjugés et au concept de stéréotypes et de rôles de genre, qui peut inclure la croyance qu'un sexe ou un genre est intrinsèquement supérieur à l'autre. Dans sa forme extrême, il peut encourager le harcèlement sexuel, le viol ou d'autres formes de violence sexuelle. Le sexisme désigne également la discrimination fondée sur le sexe sous la forme d'une inégalité entre les sexes. Les cibles du sexisme sont principalement les femmes.	Dictionnaire Larousse
Social exclusion	In the EU context, a situation whereby a person is prevented (or excluded) from contributing to and benefiting from economic, communitarian and social progress.	Développé par le REM (Réseau européen des migrations), site web de la Commission européenne, DG Emploi, Affaires sociales et Inclusion (2018). Le glossaire 6.0 du REM sur l'Asile et la Migration est un outil de comparaison sur les politiques de migration et d'asile à l'échelle européenne. Consulté le 3 mars 2022. https://ec.europa.eu/employment_social/esf/docs/sf_social_inclusion_en.pdf
Stéréotype fondé sur le sexe (stéréotype de genre) Stéréotype de genre	(syn. stéréotype de rôle de genre, stéréotype sexuel). Généralisation des différences fondées sur	Adapté de Oxford Reference, 2022 & UNICEF, 2017, Gender Equality : Glossaire..., p. 5 & Encyclopedia.com, 2019.

	le sexe, selon laquelle certaines attitudes, émotions et comportements sont typiques de ce que signifie être une femme ou un homme, c'est-à-dire l'hypothèse selon laquelle certains rôles sociaux, comportements et professions devraient être réservés aux membres d'un seul sexe. Les stéréotypes de genre peuvent être négatifs (par exemple, les femmes sont de mauvaises conductrices ; les hommes ne savent pas changer les couches) ou positifs (par exemple, les femmes sont de meilleures soignantes ; les hommes sont plus forts) : les stéréotypes masculins sont généralement plus positifs que les stéréotypes féminins, car les hommes sont considérés comme plus indépendants et plus résistants physiquement ; les stéréotypes féminins négatifs sont généralement véhiculés par les hommes et les femmes d'une société en raison du manque de respect et de confiance en soi que les préjugés sociaux confèrent aux femmes. Les stéréotypes sexistes deviennent nuisibles lorsqu'ils limitent la capacité d'une personne à faire ses choix de vie, tels que sa formation, son parcours professionnel ou ses aptitudes personnelles (voir aussi, par exemple, les directeurs généraux et les pompiers devraient être des hommes ; les infirmières, les enseignants, les employés de bureau et les préposés au classement devraient être des femmes).	
Stéréotype(s) (social)	Une image mentale ou une caractérisation préconçue, standardisée, fixe et inflexible utilisée pour décrire un individu ou un groupe de personnes, ou mieux la classe, le type ou la communauté auxquels ils appartiennent : un stéréotype implique une opinion trop simpliste, une attitude pleine de préjugés ou un jugement non critique qui peut conduire à traiter les gens d'une manière particulière (par exemple, les stéréotypes sexuels et raciaux ; le stéréotype de la femme en tant que soignante). Attribué à un groupe ethnique/national, culturel ou racial spécifique, un tel ensemble généralisé de traits et de caractéristiques donne lieu à de	Adapté de Merriam-Webster, 2022 & Cambridge Dictionary, 2022 & Lexico, 2022 & Oxford Reference, 2022 & Giddens, 2009, Sociology, p. 1134 & Commission européenne, 2004, Glossary of gender and development terms, p. 5. Adapté de Christodoulou, Zobnina, 2009, Glossary of Gender-related Terms, p. 28.

	fausses attentes selon lesquelles les membres individuels du groupe s'y conformeront.	
travailleur saisonnier	Un ressortissant de pays tiers qui conserve sa résidence principale dans un pays tiers et séjourne légalement et temporairement sur le territoire d'un État membre de l'UE pour y exercer une activité dépendant du passage des saisons, dans le cadre d'un ou plusieurs contrats de travail à durée déterminée conclus directement entre ce ressortissant de pays tiers et l'employeur établi dans cet État membre de l'UE.	Commission européenne (2018) Asile et migration. Glossaire 6.0 https://ec.europa.eu/home-affairs/system/files_en?file=2020-09/interactive_glossary_6.0_final_version.pdf
Violence sexiste	<i>VBG (syn. violence spécifique au genre, violence de genre, préjudice spécifique au genre).</i> Terme générique désignant tout acte préjudiciable perpétré contre la volonté d'une personne et fondé sur des différences de genre socialement attribuées. La nature et l'étendue des types spécifiques de violence liée au sexe varient selon les cultures, les pays et les régions ; ces actes peuvent se produire en public ou en privé. Il s'agit par exemple d'actes qui infligent un préjudice ou une souffrance physique, sexuelle ou mentale, de menaces de tels actes, de coercition et de privation de ressources, d'opportunités ou de services, de mariages forcés ou précoces et d'autres privations de liberté, de violences sexuelles, y compris l'exploitation/les abus sexuels, la traite des êtres humains et la prostitution forcée, de violences domestiques, de pratiques traditionnelles néfastes telles que les mutilations génitales féminines, les crimes d'honneur et l'héritage des veuves. La violence fondée sur le genre est souvent utilisée dans le même contexte que la violence à l'égard des femmes et des filles (<i>Violence contre les femmes, VaW</i>), mais il convient de noter que la violence fondée sur le genre peut toucher n'importe qui.	Adapté de OIM, 2019, Glossaire sur la migration, p. 81 & UNICEF, 2017, Égalité des sexes : Glossaire..., p. 2.
Xenophobie	Les attitudes, les préjugés et les comportements qui rejettent, excluent et souvent vilipendent les personnes, sur la base de la perception	Commission européenne (2018) Asile et migration. Glossaire 6.0 https://ec.europa.eu/home-affairs/system/files_en?file=2020-09/interactive_glossary_6.0_final_version.pdf

	qu'elles sont étrangères à la communauté, à la société ou à l'identité nationale, la société ou l'identité nationale.	09/interactive_glossary_6.0_final_version.pdf , p.407
--	---	---

